

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 224. — 23 JANVIER 1965

Ce qu'il y a derrière le plan FOUCHET de réforme de l'ensei- gnement

par *Pierre ARON*

(pages 6 et 7)



(Photo Kagan)

Courrier des lecteurs

● A propos de "T.S."

T.S. s'améliore.
La Vie du Parti est précieuse. N'hésitez pas à publier de temps en temps les adresses des fédérations ou des militants responsables des sections des grandes villes, de façon que l'on puisse prendre contact (ou à ce que des sympathisants puissent se rencontrer). Pourquoi ne pas régulièrement faire une petite enquête sur les articles préférés, lus avec le plus d'intérêt ; sur ceux à supprimer ou à diminuer (comme l'a été celui de

Binot à la suite, je pense, de beaucoup de réclamations).
Personnellement, je souhaite :
1) le développement de la « Vie du Parti » ;
2) le maintien de la dernière page en affiche ;
3) la page centrale en dossier simple et positif sur une question ;
4) le point des accords locaux des partis et syndicats suivant les départements.
C. Deserbais (Algérie).

● A propos de la critique littéraire

Je profite de quelque temps de repos pour venir vous donner mon appréciation sur la nouvelle orientation du journal.
En effet, depuis plusieurs semaines l'on a pu constater une amélioration certaine dans presque toutes les colonnes du journal. Un seul petit oubli dans la page des arts et lettres. Quand vous faites l'analyse ou la critique de tel ou tel livre (par exemple, articles de Robert Verdier des numéros 219-220), vous mentionnez le nom de l'éditeur, mais pas son adresse complète.

Je pense que pour les provinciaux qui voudraient se procurer les livres ainsi traités, l'adresse complète des éditeurs serait un moyen avantageux pour leurs recherches ou leurs acquisitions.
Croyez bien que ce n'est pas une critique, mais une simple suggestion que je vous fais là.
Je souhaite à Tribune d'être sous peu le journal de toute la gauche française.
R. Coustelle (Cendras).

TOULOUSE

Les perspectives du contre-plan :

La salle du Sénéchal était pleine, mardi 12 janvier : un public varié, ouvriers, fonctionnaires, étudiants, syndicalistes, universitaires, a suivi avec une attention évidente l'exposé solide et dense de Pierre Beregovoy.
Notre camarade a marqué d'abord la volonté fondamentale du P.S.U. d'être le ferment de l'unité de la gauche. Pas d'une unité apparente, alliance de circonstance, uniquement électorale, sur des noms proposés par les partis, sans programme ni volonté commune.
Il ne s'agit pas davantage d'aligner sous le titre de programme des revendications même légitimes mais sans lien entre elles et dont aucune étude n'a démontré la possibilité, calculé le coût, prévu les incidences ni précisé les priorités.
La vanité des promesses hasar-

deuses et faites pour être oubliées n'est plus à démontrer.
Ce qui a frappé les auditeurs, venus pour apprendre ce que le P.S.U. appelle son contre-plan, est le sérieux, la volonté de ne présenter que le possible, dans des conditions données : on a compris, en écoutant P. Beregovoy, que le P.S.U. apporte à la politique un langage nouveau et une méthode.
Critique du plan gaulliste certes ; le gaullisme est l'instrument du capital ; tous les éléments de son plan concourent au renforcement du pouvoir capitaliste et d'abord la très large part faite à l'autofinancement des entreprises dans l'augmentation prévue des investissements. P. Beregovoy indique comment une étude économique, telle qu'aucune n'avait été faite jusqu'ici, a permis au P.S.U.

d'opposer son contre-plan au plan gaulliste, chiffrant avec soin les possibilités d'accroissement de la production et son utilisation à l'élévation du niveau de vie des travailleurs, en commençant par les plus défavorisés et par les vieux, à l'amélioration des conditions de travail, à des investissements productifs et sociaux.
Pour faire face aux besoins de notre pays, le contre-plan prévoit un taux de croissance supérieur de 0,5 % à celui prévu par le plan gaulliste ; de plus, il montre l'impérieuse nécessité de choisir entre le progrès social et la force de frappe, de libérer des crédits en supprimant notamment la spéculation foncière ; la municipalisation du sol à bâtir, à elle seule, permettrait, même sans accroissement spectaculaire des crédits, de porter de 370.000 à 550.000 par an le nombre de logements construits. Mais le P.S.U. veut que, contrairement au plan du gouvernement, le contre-plan s'applique impérativement et que ses objectifs soient atteints, ce qui implique une série de réformes de structure et de nationalisations, en particulier, ainsi qu'une démocratisation de celles qui existent. Ainsi serait atteint un palier en deçà duquel il serait impossible de

revenir. Ce ne serait pas le socialisme, mais un acheminement vers le socialisme.
Nous ne saurions résumer un tel exposé et le contre-plan a été développé avec clarté dans « Tribune Socialiste ». Mais il convient d'insister sur l'impression qu'il a produite, l'appel du P.S.U. n'est plus un appel dans le désert. Il fait réfléchir.
Après les réponses de Pierre Beregovoy à deux questions pertinentes (rôle du syndicalisme dans l'établissement du plan et organisation européenne), c'est encore le même appel à l'union constructive autour d'un plan et d'une méthode d'action que Raymond Bodiou lance en conclusion.
Il rappelle qu'à Toulouse le P.S.U. s'est adressé à toutes les organisations politiques de gauche et aux organisations syndicales en vue des élections municipales. Il faut mettre les électeurs en présence de deux options claires : l'option capitaliste et celle du socialisme.
Aux organisations et aux hommes de choisir.

(Compte rendu de Paul Debauges.)

AIN

Un bon week-end de formation

Samedi et dimanche derniers a eu lieu, près de Bourg, dans les contre-forts du Jura, un week-end de formation sur les campagnes du Parti : contre-plan et campagnes électorales.
Plus d'une vingtaine de camarades de l'Ain étaient venus, avec, en outre, des représentations de la Côte-d'Or, de la Saône-et-Loire, du Rhône et de la Haute-Savoie. Le week-end était animé par Heurgon et Servet.
L'après-midi et la soirée du samedi furent occupées par une présentation et une discussion très active du projet de contre-plan du Parti.
Le lendemain matin, les camarades firent une revue des problèmes économiques de leurs départements respectifs. On a vu réapparaître là une France médiévale, mal connue, dans un état de sous-développement à peine croyable. Les propriétés foncières gérées par de grands chasseurs qui se

conduisent sur leurs terres comme au XVII^e siècle, les industries textiles vétustes, travaillant 32 heures et payant 350 francs par mois, les petites sociétés locales toutes-puissantes qui se battent par tous les moyens pour empêcher l'arrivée d'usines modernes, créatrices d'emplois mieux payés : le tableau était complet, même s'il ne concernait guère nos amis Hauts-Savoyards mieux lotis ou les Lyonnais.

La nécessité d'une politique offensive de la gauche en matière d'économie régionale s'est imposée avec évidence.

Enfin, le dimanche après-midi fut consacré à la stratégie électorale du Parti. Sans être facile, la situation de nos camarades semble pourtant permettre bien des progrès.

G. S.

COMMUNIQUÉ

Meurthe-et-Moselle

La conférence de Harris Puisais, directeur politique de T.S., sur « Le contre-plan et l'unité de la gauche »

aura lieu le mercredi 27 janvier, à 20 h 45, au Caveau de l'Excelsior, rue Poincaré, à Nancy.

Rhône

Le responsable lyonnais des Francs et Franches camarades qui a participé au stage de la Fédération du Rhône sur les problèmes d'action lo-

cale et municipale, tient à faire savoir qu'il l'a fait à titre strictement personnel.

A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.

Le P. S. U. repart du bon pied.

Mais l'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à tous ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant.

Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.

Jean ARTHUYS,
Trésorier national.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, à Jean Arthuys, Trésorier National, la somme de F :

NOM : Prénoms :

Adresse :

Signature :

81, rue Mademoiselle, Paris (XV^e) (C.C.P. PARIS 14.020.44)

P.S.U. 20^e Section

« LA VIE A PARIS »

Montage audio-visuel

Débat animé par :
ROGER BEAUNEZ

Secrétaire de la Commission nationale d'action municipale

et SERGE MALLET
Membre du Bureau national

Le 23 janvier, à 17 h, M. J. C. Paris-Charonne, 46, rue Louis-Lumière.
Buffet

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ — 7^e Section

REUNION PUBLIQUE

LES ECHEANCES ELECTORALES DE L'ANNEE 65...
LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU GAULLISME...

JUSQU'OU VA ET JUSQU'OU PEUT ALLER DE GAULLE ?

avec GILLES MARTINET, Membre du Bureau National du P.S.U. et
CHRISTIAN GUERCHE, Secrétaire-Adjoint de la Fédération de Paris.

JEUDI 21 JANVIER 1965 à 21 heures
RESTAURANT THOUMIEUX - 79, rue Saint-Dominique - 1^{er} étage

UNE MÊLÉE TÉNÉBREUSE

La démocratie, c'est bien connu, présente parfois quelques inconvénients : les gouvernements sont menacés, les décisions difficiles à prendre, l'audace dans l'orientation du corps social pratiquement interdite... à ce qu'on dit, du moins. Mais lorsqu'un régime comme le nôtre décide de supprimer tous ces inconvénients en supprimant purement et simplement la discussion démocratique elle-même, il ne reste plus que la lutte pour régler les problèmes. Et le résultat pourrait finalement être bien pire.

C'est ce que risquent de montrer les prochaines années et peut-être aussi, d'une manière plus limitée, les prochaines semaines. On voit s'engager, en effet, une vaste bataille sociale entre partenaires multiples, tous, qu'il s'agisse du gouvernement, du patronat ou du mouvement syndical, traversés de contradictions profondes. Il est donc malaisé d'y voir clair, puisque la méthode n'est plus la discussion publique mais l'entrevue secrète, le coup fourré. Les choses étant à ce point, la grève reste le seul moyen d'expression des syndicats.

On peut cependant décrire les grands traits de cette bataille et les stratégies de quelques partenaires. Cela permettra aux camarades de mieux situer le contexte dans lequel se placent les campagnes d'action du Parti pour la candidature unique de la gauche et pour le contre-plan.

★

Tout commence avec l'inflation. La France est habituée à l'inflation, elle la pratique depuis vingt ans, elle s'est organisée en fonction de la dégradation monétaire. Les systèmes de financement de l'investissement et les taux d'intérêts sont tels que le patronat industriel a un intérêt évident à l'inflation. Agriculteurs et professions libérales n'en sont pas le moins du monde menacés et les salariés, bons derniers, ont, par nécessité, pris l'habitude de revendications de salaires à des taux inflationnistes.

Le système est tranquille et confortable, il permet de payer l'équipement sans trop de douleur, ou plus exactement en réservant la douleur aux petits revenus fixes. Il suffit de dévaluer de temps en temps.

Malheureusement pour ce système, qui consiste à reprendre par l'inflation la part de plus-value que les salariés ont arrachée grâce au plein emploi et à leurs luttes, une contradiction est apparue. Comme toujours, elle vient de l'évolution technique. Le progrès technique exige, en effet, des unités de production de taille croissante, produisant pour des marchés toujours plus vastes. Pour le transport aérien, l'électricité nucléaire, l'utilisation du gaz de Hollande, chaque pays d'Europe est trop petit. On a donc inventé le Marché commun. Et comme la même nécessité technique pousse à commercer de plus en plus avec l'étranger, on a beaucoup libéralisé les échanges internationaux, puis les mouvements de capitaux.

Résultat : il devient beaucoup plus difficile de dévaluer. Par conséquent, la stabilité monétaire devient une contrainte absolue. Or, pour des raisons qui furent développées dans de nombreux stages de formation du Parti, mais que ce n'est pas le lieu de décrire ici, le capitalisme est incapable de respecter le plein emploi et de réaliser un développement économique rapide s'il veut garder une monnaie stable, parce qu'il s'interdit de toucher à la liberté des entreprises en matière de prix, d'investissements, de profits et de salaires.

Dans ces conditions, le capitalisme a besoin de ralentir l'activité économique et de créer du chômage s'il veut des prix stables. C'est la politique de Giscard d'Estaing. La production industrielle est actuellement au même niveau qu'en février 1964 et le nombre de chômeurs, s'il est resté encore limité, commence pourtant à augmenter dangereusement.

★

Mais le régime gaulliste ne se réduit pas au capitalisme libéral classique. Pour de Gaulle, le patronat n'est qu'une des variétés de l'intendance. Le général a, d'autre part, besoin que la richesse nationale augmente vite, à cause de la part énorme qu'il veut en prélever pour sa force de frappe. Et puis il y a les écoles, les hôpitaux, les routes et le logement : on ne pourra pas toujours dire que la situation tient aux carences de la IV^e République, l'argument commence à se faire vieux. Enfin, le chômage, c'est indigne d'une grande nation et surtout, en année électorale, c'est dangereux. Aussi le général et l'U.N.R. donnent l'impression de chercher à maintenir tout de même un certain développement économique. De là l'appui donné à M. Massé et à son V^e Plan, mais de là

aussi, comme conséquence, la politique des revenus nécessaire à tout système de libre entreprise qui veut continuer à se développer tout en gardant des prix stables : il faut coincer les salaires.

Bien entendu, le patronat ne veut pas entendre parler de politique des revenus, non seulement parce que le gouvernement, s'il tient les salaires par ce biais, lui demandera des engagements symétriques en matière de prix de vente et d'investissements, mais aussi parce que la concurrence entre branches se fait pour une bonne part par les taux de salaires offerts à la main-d'œuvre qualifiée arrachée aux concurrents.

★

Vous commencez, amis lecteurs, à voir rassemblés les éléments de la mêlée. Giscard d'Estaing sait que de Gaulle préférera une expansion un peu soutenue pour limiter le chômage, payer sa politique de prestige et ne pas trop sacrifier l'équipement du pays. Il sait aussi que cela exige un contrôle des revenus et que le patronat n'en voudra pas. Or Giscard d'Estaing est très talentueux et a de hautes ambitions. Il est, en outre, jeune : il lui faut donc attendre et il le peut. Mais il ne le peut qu'à condition d'être un symbole. Il se veut le symbole du Franc stable. C'est bien vu par la droite française. C'est la succession conjointe de Poincaré et de Pinay. On viendra le rappeler si les temps se font durs. Mais il faut laisser un bon souvenir. Or la politique du Franc stable se paye : patrons mécontents du blocage et surtout montée du chômage, des restrictions d'horaires, des faillites. Il faut donc se désolidariser du gouvernement et chercher un bon point de chute. Ainsi s'expliquent la campagne du budget en équilibre, publicité orchestrée autour d'une usurpation de titre, puisque c'est de Gaulle lui-même qui a imposé à Giscard cette mesure inutile et techniquement dangereuse. Ainsi s'explique aussi l'intermède loufoque et hypocrite de la fausse libération des loyers. Ainsi s'explique surtout la politique monétaire publiquement contradictoire avec les recommandations du Plan. Ainsi s'explique enfin l'irritation croissante du reste du gouvernement contre Giscard.

En face de la politique Giscard, le gouvernement n'a pas de vision économique précise. Il vient, par exemple, d'augmenter les tarifs postaux, ce qui est un attentat contre la stabilité, pour n'avoir besoin ni de subventionner les P. et T., ce qui augmenterait l'impasse, ni de les contraindre à émettre un emprunt, ce qui serait autant d'enlevé au financement des investissements privés. Mais en même temps on augmente les prix de revient des entreprises qui se servent beaucoup de télécommunications et l'on ne facilite en rien l'investissement lui-même : nous sommes évidemment en pleine cohérence.

Le gouvernement, d'ailleurs, et Giscard au même titre que les autres, n'est pas pleinement libre de sa politique. Le patronat et le mouvement syndical pèsent beaucoup sur les décisions.

★

Du côté patronal, c'est la guerre secrète. D'abord la succession de M. Villiers est pratiquement ouverte, ce qui donne matière à causer, et notamment à causer principes. De plus, on n'aime pas toujours les vues modérées de Giscard. Ce dernier, en effet, s'il se veut l'homme du Franc stable, pense tout de même loin : la France de ses rêves doit être à la taille du Marché commun, c'est-à-dire avoir de très grandes entreprises. Il pousse aux fusions de sociétés, aux compressions de prix de revient, aux concentrations : tout cela est désagréable. Et surtout le blocage des prix est une affreuse affaire : pensez donc, cela revient à bloquer les profits sans bloquer les salaires. Le Franc stable, c'est une vision de milieux politiques et d'électeurs de droite. Pour les vrais patrons, cela a beaucoup d'inconvénients.

De plus, le Plan est une mécanique dangereuse : d'abord parce qu'il mène tout droit à la politique des revenus. Ensuite parce que si les entreprises peuvent être bien cachées dans l'anonymat d'un plan national, ce n'est plus le cas si l'on fait des plans régionaux. Il faut se débarrasser de tout cela d'urgence, sans faire de nuances entre Giscard et le reste du gouvernement.

Telle est, du moins, la thèse d'une bonne partie du C.N.P.F., essentiellement les petites et moyennes entreprises, plus quelques dirigeants de droite comme M. de Calan. Ce courant avait préparé, en novembre, une déclaration de principes ultra-libérale qui était quasiment une agression caractérisée contre le dirigisme du régime. Mais, chose curieuse, la déclaration finale publiée mardi matin

est beaucoup plus conciliante. De la guerre, elle passe à la pression amicale. Il y a à cette évolution, étrange et fort discrète, deux raisons.

La première raison est que le grand patronat et quelques-uns de ses leaders les plus clairvoyants savent fort bien que le libéralisme classique a fait son temps, que si la monnaie doit rester stable, les peuples d'Europe n'accepteront plus, aujourd'hui, de chômage important, qu'une politique déflationniste est le seul moyen de provoquer le Front populaire et que, par conséquent, il faut jouer le jeu de l'« économie concertée ». Sous la conduite d'hommes comme MM. Huvelin, Demonque et Bidegain, une lutte très dure a été engagée pour tenter d'éviter une expression aussi rétrograde de l'opinion patronale.

La seconde raison est qu'aux patrons de droite on a dû finir par expliquer qu'il ne fallait pas mélanger les torchons et les serviettes, que M. Giscard d'Estaing n'est pas un quelconque U.N.R., que lui, au moins, encourage la bourse, à la différence de ces technocrates du Plan qui ont partie liée avec les très grosses sociétés surtout désireuses d'autofinancer leurs investissements.

La charte finale est donc un peu nègre blanc. C'est une amicale pression, mais la guerre n'est pas finie. Des haines tenaces sont nées. M. Villiers restera en place le temps que le patronat français cherche sa voie.

★

Il faut bien reconnaître que le mouvement syndical regarde cette bataille sans complètement la comprendre et surtout sans chercher à pousser à fond les redoutables contradictions qui traversent tant le gouvernement que le patronat.

La C.F.D.T., un peu suspecte, aux yeux de quelques-uns, de trop de sympathie pour le Plan, est obligée de se refaire une virginité dans la non-participation. La C.G.T. est soumise à trois impératifs : ne pas se laisser dépasser par la concurrence de la C.F.D.T. dans l'organisation des mouvements, lancer des actions exploitables en vue de l'élection présidentielle, c'est-à-dire mettant si possible à la fois le gouvernement et Defferre en porte à faux, mais ne pas se laisser éloigner de F.O. à cause des élections municipales et de la recherche d'accord P.C.-S.F.I.O.

Dans un pareil contexte, le refus des commissions Grégoire, instrument de blocage des salaires dans le secteur public, ne faisait pas de difficultés. Mais l'organisation de mouvements généraux est plus difficile : on vient de voir que des arrêts de travail de quarante-huit heures sont prévus, étalés entre le 26 et le 30 janvier. C'est un succès partiel pour la C.F.D.T., qui avait lancé ce mot d'ordre de grève de quarante-huit heures pour le secteur public. Mais on étalera les mouvements : prudence C.G.T., car F.O. n'était pas là, convoqué chez Pompidou, qui sait manier son calendrier. Aux yeux de la C.G.T., la présence et l'accord de la F.E.N. ont été une garantie suffisante de l'accord des milieux socialistes. Il sera difficile à F.O. de ne pas se rallier. Mais la stratégie du minimum commun des revendications ne suffira pas à bousculer sérieusement le régime. Ce n'est pas nous, mais le tranquille journal *Le Monde* qui remarquait récemment que les syndicats manquaient d'un contre-plan.

En outre, l'effort syndical de renouer le contact direct avec le patronat et de s'orienter vers une politique plus contractuelle comportant moins de contrôles de l'Etat, que manifestent à la fois la stratégie de F.O., les ouvertures récentes de Frachon et l'orientation publique de la C.F.D.T., risque de rencontrer un patronat à la fois durci, divisé et peu capable d'accorder des avantages, car il est vrai que les profits ont faibli, ces temps derniers. Enfin, dans le secteur privé, l'atmosphère est peu combative : le point chaud, c'est le public. La stratégie doit d'abord viser l'Etat. Ce qui est en cause, c'est le pouvoir.

Il est clair que s'amorce en ce moment, dans le secteur public, une lutte importante pour l'avenir de la gauche. Cette lutte peut tirer profit des contradictions de l'adversaire, mais il y faut des objectifs clairs. La stratégie du contre-plan est une contribution dans ce sens. Elle montre que la gauche est maintenant seule capable d'imposer le plein emploi et le développement économique en respectant la nécessaire stabilité du Franc, car elle seule contrôlera comme il convient l'ensemble des circuits économiques. Lorsque ceci sera clair pour toutes les forces de gauche, l'unité sera plus facile, la lutte plus efficace, la victoire plus proche.

Georges Servet.

LA PRÉPARATION DES MUNICIPALES

LE P.S.U. CONTINUE SES EFFORTS

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'une tribune libre d'Edouard DEPREUX, parue dans « Combat » du 16 janvier dernier.

DEPUIS sa fondation, le P.S.U. a inlassablement travaillé à unir et renouvelé la gauche française. Il est en effet persuadé qu'elle ne peut obtenir la victoire que si cette double condition est remplie. Il a multiplié les initiatives, en s'adressant non seulement aux partis politiques qui se réclament du socialisme, mais aux syndicats, aux organisations culturelles, aux mouvements de jeunesse, etc. A tous, il a proposé des candidatures uniques, dès le premier tour de scrutin pour les élections présidentielles, législatives, cantonales. Il a préconisé des listes uniques pour les élections municipales, et pas uniquement dans les villes de plus de 30.000 habitants où il faut retourner contre le pouvoir personnel la loi fabriquée par lui, mais dans toutes les communes de France. Il n'ignorait certes pas que la route serait parsemée de difficultés. Il en a rencontré au moins autant qu'il l'avait prévu.

D'abord, le P.C. a décidé de présenter des listes homogènes dans les villes de moins de 30.000 habitants. C'est certes son droit. Mais nous persistons à penser qu'en présence des menaces très précises que le régime fait peser sur nos libertés, l'annonce d'une entente générale de la gauche sur un programme concret, adapté à la situation actuelle, immédiatement réalisable, aurait provoqué un choc psychologique, permettant d'ajouter aux voix apportées par chacun des partis celles de beaucoup d'hésitants. Du moins le P.S.U. s'est-il efforcé de préparer pour le deuxième tour les accords qui n'ont pu être réalisés dès le premier.

Ensuite, les exigences excessives du P.C. dans certaines villes pouvant nuire au succès des listes (le cas de Grenoble n'est pas le seul), puis les ententes entre le P.C. et la S.F.I.O. tendant uniquement à maintenir les positions acquises dans la Seine par ces deux seuls partis comme si l'union constituée était un but et non pas le moyen de réaliser un programme, ont provoqué des renous dont la presse a largement fait état.

Elles n'ont pas empêché la S.F.I.O., aussi bien dans les communes de la Seine de moins de 30.000 habitants qu'un peu partout en province, de reconduire des alliances non seulement avec le M.R.P., mais avec la droite classique, parfois la plus extrême.

La fédération S.F.I.O. de la Seine rencontre de toute évidence des obstacles dans ses propres sections, en dehors même de Boulogne-Billancourt, pour faire appliquer cet accord. Certains maires S.F.I.O., élus en 1959 avec l'appui de toute la droite, y compris dans de nombreux cas de l'U.N.R., sont encouragés dans leur refus de troquer leurs adjoints réactionnaires contre des adjoints communistes pouvant être plus exigeants; les nouvelles qui leur parviennent en effet, d'une part, des localités voisines de la leur où, sans désaveu de la fédération, on s'efforce de mainte-

nir des municipalités S.F.I.O.-M.R.P.-indépendants; d'autre part, de toute la France et plus particulièrement de Lille, d'Arras et de Marseille, leur permettent de constater que des leaders S.F.I.O. — et non des moindres — ne renoncent pas à la politique du « cartel des non », c'est-à-dire à l'alliance des socialistes et des conservateurs. Ils se demandent en vertu de quels principes on leur interdit de les imiter.

Faut-il rappeler enfin qu'en se partageant le gâteau avant toute discussion avec ceux qu'ils appellent « les autres », c'est-à-dire essentiellement avec le P.S.U., communistes et S.F.I.O. ont procédé à une répartition des sièges qui n'a aucun rapport avec la force réelle des organisations ?

Je me contenterai de soumettre à toutes les femmes et à tous les hommes de bonne foi un exemple que je connais bien. Clamart était en 1962 la ville la plus importante du secteur dans lequel j'étais candidat aux élections législatives. J'y ai obtenu 2.089 voix. Mon concurrent S.F.I.O., maire d'une commune voisine, ayant comme suppléant un élu clamartois et soutenu à fond par la municipalité en a obtenu 1.330. Sur 33 sièges que doit contenir la liste commune, combien l'accord P.C.-S.F.I.O. en offre-t-il à la S.F.I.O. : 17, et combien au P.S.U. ? Trois au maximum puisque c'est le chiffre réservé « aux autres », et que parmi eux il y a probablement des radicaux à satisfaire. Les camarades n'ont pas eu besoin de laisser dégénérer leur patriotisme de parti en chauvinisme de secte pour faire savoir qu'ils appréciaient assez peu ce procédé. Ils savent que notre élimination de la liste, alors que notre apport peut être décisif, entraînerait le succès de la liste U.N.R. qu'animera, nous dit-on M. Comte-Offenbach, député provisoire de la circonscription. Sans nous ou avec nous réduit à la portion congrue, on ne peut pas faire le plein de voix de gauche.

Le P.S.U., devant cette accumulation de difficultés, ne se décourage pas. Il a conscience de travailler pour la gauche entière en luttant pour l'unité constructive sur un programme commun et contre tout ce qui rappelle de près ou de loin les maquignonnages de jadis. Aussi, loin de jeter le manche après la cognée, il continuera ses efforts.

La gauche, si elle veut construire dans ce pays une véritable démocratie, doit donner l'exemple en respectant chez elle cette démocratie : ce n'est pas seulement la justice qui l'exige, c'est le souci de l'efficacité. Il est en effet possible d'obtenir l'appui de nombreux militants syndicalistes et de jeunes qui accèdent à la vie politique en leur montrant qu'on ne cherche pas à ressusciter un passé révolu, et en leur offrant des perspectives d'avenir fondées sur une plate-forme discutée en commun et défendue par des listes représentant la totalité des forces de gauche.

Et chacun sait que cet appui est la condition nécessaire du succès.

GRENOBLE

La délégation du P.S.U. a constaté que les pourparlers engagés depuis plusieurs mois pour la constitution d'une liste de gauche à Grenoble contre la municipalité sortante U.N.R. et réactionnaire sont dans l'impasse aussi bien en ce qui concerne le programme, que la composition de la liste.

Pour le P.S.U., l'accord sur le programme doit passer avant les questions de dosages ou de personnes. Cela est vrai dans les élections générales ou présidentielles, mais aussi municipales.

L'expansion de Grenoble, la longue incurie et l'absence de gestion démocratique qui ont caractérisés les municipalités précédentes exigent un changement complet de méthode. Les problèmes d'urbanisme et de

construction, d'équipement culturel et sportif, la lutte contre la spéculation foncière demandent la gestion financière de la commune en fonction des intérêts de la population et non pas de quelques privilégiés. La recherche d'un accord avec les municipalités de gauche de l'agglomération grenobloise pour résoudre les problèmes d'ensemble et faire face aux manœuvres du pouvoir contre la gestion démocratique des affaires locales, tout cela exige un choix politique qui conditionne une gestion en commun, appuyée sur la participation des représentants des unions de groupes, organisations populaires, syndicales, culturelles, sportives, maisons de jeunes, etc.

Le P.S.U. regrette que le P.C. ait bloqué depuis novembre toute discussion sur ces questions primordiales en

posant comme préalable la discussion sur la composition du Conseil municipal et l'acceptation de ses exigences concernant le dosage de la liste.

Le secrétariat général du P.C. et la Fédération de l'Isère de ce parti ont fait connaître publiquement leur position : 18 communistes, 18 « socialistes » (S.F.I.O. et P.S.U. assimilés) et 1 personnalité « démocratique », en fait sollicitée par le P.C. et présentée par lui, ce qui revenait à maintenir les revendications de la majorité absolue.

Le P.C. s'appuie sur l'accord réalisé dans la Seine entre le P.C. et la S.F.I.O., accord qui ne tient nullement compte des forces respectives, puisqu'il élimine pratiquement le P.S.U. et accorde dans de nombreuses communes à la S.F.I.O. un nombre de sièges bien supérieur à celui des sortants.

De plus, le P.S.U. tenu à l'écart dans la Seine par les appareils du P.C. et de la S.F.I.O., est, par contre, dans l'Isère, considéré par le P.C. comme assimilé et additionné à la S.F.I.O.

Devant ce refus, le P.S.U. a présenté des propositions transactionnelles susceptibles de réaliser l'accord : 17 P.C., 16 S.F.I.O., 4 P.S.U. ; 4 adjoints P.C., 3 S.F.I.O., 1 P.S.U., 1 maire communiste.

Le poste de maire revenait au P.C. arrivé en tête de la gauche aux dernières élections ; la répartition des conseillers municipaux ne donnait à

aucun parti une position dominante et garantissait une gestion démocratique commune ; ainsi aucune des parties prenantes n'était en force dominante, ni force d'appoint.

Dans la réunion du 18 janvier, les représentants de la section S.F.I.O. ont fait connaître qu'ils acceptaient cette proposition transactionnelle. Cette prise de position revêt, aux yeux du P.S.U., un caractère positif en faveur de l'union de la gauche, sans vue exclusive et sur un programme, à un moment où dans d'autres départements, des fédérations S.F.I.O. préférent l'alliance avec la droite et où la direction nationale de ce parti se refuse à un accord d'ensemble.

Les représentants du P.C. ont repoussé les propositions transactionnelles et s'en sont tenus à exiger une situation prédominante.

Après ce refus, la discussion d'un programme confirme que l'accord des différents partis de gauche n'est conçu aujourd'hui par le P.C., que comme un partage de fiefs et de municipalités, sans perspectives d'accord politique d'ensemble.

Le P.S.U. entend, quant à lui, se déterminer pour l'avenir, en fonction d'un choix politique sur le programme et des garanties sur la démocratisation de la gestion.

Bureau fédéral de l'Isère du P.S.U.

BELFORT

Immédiatement après les événements qui, à la mi-décembre, ont secoué la Fédération du Territoire de Belfort, les camarades fidèles à la politique du parti reprenaient le travail d'organisation, plus nécessaire que jamais.

Un secrétariat fédéral provisoire a permis le démarrage d'une nouvelle Fédération, et la mise en place des cartes 1965 a bien commencé.

Sur le plan des contacts entrepris avec les autres organisations de gauche, un certain travail avait été mené par l'ancienne Fédération.

Une réponse positive de principe avait été reçue du parti communiste ; une réponse négative avait été enregistrée de la S.F.I.O. qui, à Belfort, reste guidée par un anticommunisme assez marqué et qui, par ailleurs, est avant tout soucieuse de certains résultats électoraux.

Les contacts poursuivis depuis avec le P.C. sont, il faut l'avouer, assez difficiles. Notre désir est d'abord de définir un programme et de le proposer aux partis politiques comme aux autres organisations populaires (et nous n'excepterons, évidemment, de ces propositions, ni la S.F.I.O., ni les « radicaux indépendants », ex-P.S.U.).

Le parti communiste, pour sa part, nous proposait la constitution immédiate d'une liste de candidats « en proportion de deux communistes pour un P.S.U., et, de toute façon, avec une majorité absolue de communistes sur la liste ». Nous avons, par écrit, précisé à la Fédération du P.C.F. qu'une telle proposition ne

pourrait pas recevoir notre accord.

Nous tenons à l'élaboration préalable d'un programme, et c'est, pour nous, seulement d'après les accords que ce programme aura reçus que la constitution d'une liste de gauche sera possible.

Sur le plan des proportions éventuelles, il nous semble que, dans le Territoire de Belfort, la parité entre les organisations politiques, qu'elles soient deux, trois ou quatre, pourrait être retenue. Elle traduirait le respect de la dignité de chaque organisation, d'une part, et elle permettrait sans doute un réel dégel du corps électoral qui, certainement, réagirait très favorablement devant une telle forme d'union et devant les perspectives politiques qu'elle contiendrait.

Dès cette semaine, la Commission fédérale municipale aura poursuivi les contacts et aura fait connaître dans la presse régionale les positions et propositions du P.S.U. du Territoire de Belfort.

Nous donnerons des nouvelles à tout le parti, par l'intermédiaire de « Tribune », dans les prochaines semaines.

La Fédération tient permanence tous les mardis de 18 h 30 à 20 h à la Maison du Peuple de Belfort, salle 14, tél. 28-20-75, ainsi que le deuxième dimanche de chaque mois, de 10 h à 12 h.

Tous les camarades et sympathisants peuvent y rencontrer les secrétaires fédéraux.

A Belfort, « ça continue ».

Louis Bertrand.

SEINE

Les bureaux des fédérations de la Seine du Parti socialiste unifié ont examiné, le 18 janvier, les résultats de la nouvelle rencontre départementale qui a eu lieu le samedi 16 janvier avec les fédérations du parti communiste et de la S.F.I.O.

Un large échange de vues, en fonction des remarques que le P.S.U. avait formulées, a eu lieu en ce qui concerne les bases politiques de l'accord qui devraient faire l'objet d'un travail exploratoire et rédactionnel commun, en ce qui concerne l'élargissement de l'union des radicaux et à des militants non politiques, syndica-

listes, animateurs locaux, responsables d'associations dont les options de gauche correspondent à l'expression d'une partie des masses populaires.

Le P.S.U. a également soumis comme nouvelle base de travail des contre-propositions chiffrées concernant les arrondissements de Paris et les 39 communes de banlieue de plus de 30.000 habitants, propositions qui tiennent compte à la fois des résultats électoraux antérieurs et des forces respectives des partenaires. Une nouvelle réunion doit avoir lieu le vendredi 22 janvier.

ALGÉRIE

Arabes parce que socialistes

L'Algérie sera arabe ou ne sera pas.

Point, à la ligne.

Huit mois vécus dans ce pays au cours de l'année qui vient de s'écouler ont achevé de me persuader de l'importance de cette exigence ethnique souvent mal cernée en Occident par l'opinion de gauche.

— Et le socialisme ?

— La civilisation arabe n'exclut pas le socialisme. Pas plus que la nôtre. Pas plus que la slave, la chinoise, la germanique ou l'anglo-saxonne.

Parce que l'impérialisme est l'adversaire commun des travailleurs des pays à haut niveau de production et des peuples colonisés, on est tenté d'en déduire hâtivement que le problème de l'aliénation se pose partout dans les mêmes termes.

Chez nous, indépendants depuis un millénaire et quelques siècles, l'aliénation est avant tout économique. La bourgeoisie contrôle les moyens de production, mais ne contrôle pas les valeurs de civilisation — les vraies. Laurent Schwartz signe le manifeste des 121, l'Etat le sanctionne, mais n'arrive pas à l'empêcher d'accomplir son œuvre de savant ; Jean-Paul Sartre refuse le Prix Nobel littéraire ; la radio nationale se croit obligée de rendre hommage à l'écrivain, bien que le roquet de service de *France-Inter* jappe périodiquement après le pape (rouge) de l'existentialisme.

Récupérer son histoire

Chez les colonisés l'aliénation n'est pas seulement économique. Leurs maîtres — qui sont aussi les nôtres — ne se sont pas bornés à les déposséder des moyens de production, ils ont aussi confisqué l'Histoire de leurs victimes pour leur imposer la leur, c'est-à-dire la nôtre. Cette première ambiguïté n'est pas faite pour faciliter la compréhension de la gauche occidentale, surtout — et c'est normal — des intellectuels.

Chez les Algériens, l'opération coloniale de dépersonnalisation n'a réussi qu'en partie. C'est pourquoi, chez eux, le problème de récupération historique se pose plus tôt que dans le reste de l'Afrique, où il finira d'ailleurs par se poser. (Lisez Nkrumah.)

La chance de l'Algérie, c'est d'appartenir au monde arabe. L'Islam, en dépit du mouvement de colonisation qui étendit ses ravages directement ou indirectement, sur l'ensemble des Arabes, a su conserver à travers une langue l'essentiel de ses valeurs de civilisation. Cette langue, quelques lettrés, dans chaque pays musulman, se la sont transmise, de génération en génération, dans sa pureté première. Quant à la masse, elle a continué, au prix de mutilations et de déformations multiples, à la pratiquer dans les conversations d'usage courant. Observez des Algériens sortis de nos universités dans leur vie familiale : ils préfèrent leur mauvais arabe à la perfection. Beaucoup, d'ailleurs, ont actuellement le souci de retrouver le langage des ancêtres dans toute la précision nécessaire à une langue pour permettre la progression d'une pensée politique.

Ramadan et lutte des classes

Ainsi, l'Algérie se sent, se veut arabe. La répercussion dans la seconde moitié du XX^e siècle d'une Histoire arrêtée dans le premier tiers du XIX^e siècle ne va pas sans difficultés. L'Algérie en a conscience.

En 1830, la société arabe n'avait pas encore opéré la séparation du spirituel du temporel, de la loi religieuse et de la loi civile. Aujourd'hui, il faut prendre l'héritage comme il est et le faire fructifier

dans les années à venir. Cela pose des problèmes qu'aucun Algérien — surtout s'il est athée et marxiste — ne peut traiter à la légère sous peine de se conduire en irresponsable.

Débarquez actuellement à Alger. Nous sommes en période de ramadan. C'est très pénible : ne rien manger, ne rien boire, ne rien fumer, du lever du soleil à la tombée du jour, tout en continuant à vaquer à ses occupations. Plus d'un jeuneur vous avouera qu'il fait ramadan sous l'effet de la contrainte sociale. Vous serez tenté de l'accuser de manque de courage politique.

— Si nous enfreignons la règle, m'a dit un marxiste algérien, la population des bidonvilles et des campagnes arides, mal nourrie et toujours très croyante, ne donnera pas à notre acte la signification d'une volonté de progrès ; elle l'interprétera comme un refus de partager la condition commune. L'affrontement religieux débouchera sur la lutte des classes et nous serons du mauvais côté de la barricade.

Pour nos amis intellectuels de l'autre côté de la Méditerranée, la politique algérienne présente aussi un certain nombre d'ambiguïtés. L'affaire se compliquera du fait qu'il ne s'agit pas d'abord de récupérer l'Histoire — d'exister en tant que peuple — et ensuite de construire le socialisme ; mais de répondre simultanément aux deux exigences qui apparaissent comme l'envers et l'endroit d'une même réalité.

Les objectifs de Ben Bella

Cela s'est traduit dans la politique du gouvernement Ben Bella par la fixation de deux objectifs prioritaires :

- 1) supprimer les antagonismes économiques ;
- 2) résorber les antagonismes ethniques.

Pour résorber les antagonismes économiques, c'est relativement simple, puisqu'il s'agit de liquider la classe possédante en lui enlevant la propriété des moyens de production.

Pour résorber les antagonismes ethniques, c'est un peu plus compliqué. On ne confisque pas une culture comme on confisque des moyens de production ; à moins de liquider les individus, ce qui est — rassurez-vous — impensable dans l'Algérie indépendante. C'est pourquoi la seule solution consistait à inviter les populations du secteur traditionnel et les populations du secteur pénétré par l'Occident à se tourner ensemble vers leur fonds commun de culture arabe et à en exploiter les richesses restées en jachère pendant cent trente ans.

Et, une fois de plus, du culturel, nous débouchons sur le politique. Pour atteindre le double objectif fixé par Ben Bella, l'autogestion est apparue comme la meilleure formule.

On a considéré en Occident l'autogestion algérienne comme un moyen de couper court à toute oppression économique. C'est une vue exacte, mais incomplète, de la question.

Assurément, après l'exode des Pieds Noirs, le souci du gouvernement Ben Bella a été d'empêcher les anciens ou les nouveaux riches algériens d'approprier à leur profit les grands domaines agricoles, les ateliers industriels et les commerces laissés vacants.

Une autre préoccupation devait animer les autorités algériennes : empêcher les cadres formés en Occident, du fait de leurs capacités techniques, d'exercer sur le secteur traditionnel une sorte de dictature culturelle qui aurait cassé le pays en deux morceaux.

Autogestion à El-Eulma

L'autogestion, qu'est-ce que c'est, au juste ? A la campagne, par



(Photo Tribune.)

Ils sont l'Algérie d'aujourd'hui.

exemple — à « l'intérieur » comme on dit là-bas — tout n'est pas mis en autogestion. Seuls les grands domaines ont fait l'objet d'une telle décision : socialisme ne veut pas dire aventurisme économique. Le brassage social de l'ensemble du monde paysan n'en est pas moins en train de se réaliser.

Partons pour El-Eulma (Saint-Arnaud), un arrondissement agricole situé sur les hauts plateaux à l'est de Sétif, le grenier à blé des Romains.

On découvre d'abord d'immenses champs brûlés par le soleil. Des moissonneuses-batteuses — qui ressemblent à des gigantesques sauteuses, engloutissant en quelques heures, dans de longs containers de toile, le produit de plusieurs centaines d'hectares. Mais, au bout des champs, au bout du monde fertile, parmi la rocaïlle, on trouve aussi des hommes qui moissonnent à la faux des espaces grands comme des jardins ; ils disposeront la récolte sur des aires de battage que des mulets, tournant comme des chevaux de bois, frapperont de leurs sabots. Plusieurs siècles d'histoire se côtoient et se superposent à El-Eulma.

Ali et Ahmed

Les contrastes fournis par les sites et les techniques, vous vous attendez à les retrouver dans les comportements humains. Interrogez ces hommes : ou vous serez complètement dérouterés ou vous commencerez à pénétrer une des réalités essentielles de l'Algérie.

En d'autres pays, des contradictions quasi insurmontables opposeraient Ali, le mécanicien des moissonneuses-batteuses, dans un domaine autogéré, à Ahmed, le petit fellah, qui, comme son père et son grand-père, a terminé au bout d'une journée de faucher ses trois hectares d'orge. Ali gagne 7 F 45 par jour. Ahmed ne peut pas chiffrer ses gains : l'orge récoltée ne suffit pas pour fabriquer la galette, plat « de résistance » quotidien, il doit chercher en dehors de sa terre le complément d'alimentation.

Ali vient d'assister à la réunion de son comité de gestion.

— De quoi avez-vous parlé ?

— Du jardinage.

Ali et ses deux camarades veulent, comme le leur a expliqué le parti (le F.L.N.) développer autour de leur ferme céréalière des cultures maraichères.

— Ça procurera du travail à nos frères, les petits fellahs, qui sont sur de mauvaises terres.

Sortir de la cave

Ahmed, lui, n'a jamais assisté à la réunion d'un comité de gestion. Devant sa mechta, tapie au pied d'une colline aride (le napalm de la « pacification » a totalement dénué la roche), il m'explique :

— Le gouvernement serait bien bête de nationaliser ces cailloux.

Ancien agent de liaison du maquis, il reçoit fréquemment la visite du responsable de la kasma (section du parti F.L.N.) : un ancien djounoud qui parcourt les pistes sur une vieille mobylette. Ahmed est satisfait des informations régionales que lui apporte ce frère.

— Ici, il y a des gens qui ont des bonnes terres, il y en a qui en ont de moins bonnes, mais il n'y a pas de profiteurs.

— Y en a-t-il ailleurs ?

— Oui, dans les grandes villes.

Mais Ahmed est certain que cette situation ne durera pas. Il me développe sa théorie de l'escalier social.

— Moi, pour l'instant, je suis à la cave. Les frères de la kasma et de la fédération m'aident à monter au rez-de-chaussée. A Alger, Ben Bella est en train de faire redescendre au troisième ceux qui se trouvent encore au cinquième.

Le congrès de décembre

Tous ces paysans respectent scrupuleusement au demeurant les préceptes de la loi coranique. Il ne croient pas, pour autant, comme on l'a laissé entendre parfois, aux vertus d'une révolution exclusivement agraire. Fin décembre, le congrès des travailleurs de la terre, qui réunissait les paysans du secteur autogéré et les petits fellahs, a pris soin d'observer dans sa résolution finale : « La mobilisation créatrice des masses paysannes et ouvrières doit être la base d'une politique nationale de l'emploi ». Mais le congrès a noté aussi que le succès de l'opération passe par la résorption de certains antagonismes ethniques. Il souhaite notamment « l'organisation rationnelle des jeunes ruraux appelés à travailler dans les usines de l'Algérie socialiste ». Nous voilà revenu aux exigences initiales : socialisme et arabisme.

Deux ans et demi d'indépendance ont fait apparaître au peuple algérien toute l'étendue de ses mutilations culturelles, aussi graves que les mutilations économiques. La renaissance de l'Algérie arabe conditionne le triomphe de l'Algérie dans sa conquête du socialisme.

Jacques Vivien.

La réforme du secondaire : un plan de ségrégation sociale

CHACUN sait qu'il y a sept ans encore, les ténèbres recouvraient notre pays, ténèbres de la pusillanimité, de la gabelle, de l'impuissance. Enfin, de Gaulle vint... de Gaulle et ses féaux qui ramenèrent l'ordre, la justice, la prospérité dans les écuries d'Augias des défuntes Républiques.

L'Education nationale ne fait pas exception à la règle : avant 1958, ce ne sont, à entendre les fidèles, que plans péniblement élaborés, aussitôt mis au placard, réformettes envisagées puis abandonnées par suite des crises ministérielles, mesures démagogiques et incohérentes. Il faut croire, soit dit en passant, que la situation était bien catastro-

phique, car même sous notre pouvoir stable, viril et musclé, une douzaine de ministres s'usent à la tâche en une demi-douzaine d'années.

Mais à la longue, rien ne résiste à la virgule novatrice du régime : en 1963-64, l'Education nationale se voit à son tour, sous l'autorité de M. Fouchet, l'objet d'une réforme dont « l'objectif... est, pour s'en tenir à une formule simple, de donner à tous les jeunes Français des chances égales d'effectuer les études secondaires ou supérieures correspondant à leurs aptitudes. » Voyons ce qu'il en est.



Un projet confidentiel

La partie de la réforme actuellement en discussion concerne le second cycle de l'enseignement du second degré et l'enseignement supérieur. Mais avant de l'étudier, il convient de manifester quelque étonnement. C'est que tout se passe comme si on voulait faire le bonheur des Français malgré eux. Dans tout autre pays qui se veut civilisé, une réforme concernant un aspect aussi essentiel de la vie nationale et de nature à ce point complexe ferait l'objet d'années de travaux : on constituerait une commission nombreuse composée de personnalités de premier plan et indépendantes du pouvoir, de pédagogues, de syndicalistes, d'économistes, de psychologues, de sociologues, de médecins, on enverrait des missions à l'étranger et, pour finir, on publierait un livre blanc contenant, outre le projet, des centaines de pages de documents, de comptes rendus de séances et d'auditions, un plan de réalisation progressive avec, en regard, les moyens financiers nécessaires, le tout étant ainsi soumis à la discussion du pays, de ses organisations, de ses représentants et du gouvernement (c'est d'ailleurs ce qui s'est passé en 1945-47 du temps de la Commission Langevin-Wallon).

En France, en 1964, on est plus expéditif : une commission de 18 membres, tous professeurs de faculté ou doyens, choisis par le ministre, travaille un peu plus de six mois sous sa direction « effective » (Fouchet dixit), dans le plus grand secret, et procède pour la forme à des auditions dans des conditions de précipitation telles que les interlocuteurs ne peuvent guère aborder le fond du problème ; ce sont ensuite un débat au Conseil des ministres, une déclaration à l'O.R.T.F. et, pour finir, un texte confidentiel de 11 (onze !) pages dactylographiées soumis aux seuls doyens des facultés (1) pour avis à donner en trois semaines, et simultanément — et avant toute publication ! — le début de l'application du projet : la suppression de l'examen probatoire dès 1965.

Fouchet passe outre

Cette mesure (et surtout les conditions dans lesquelles elle fut connue et s'appliquera) a non seulement soulevé l'hostilité de toutes les associations de parents d'élèves mais aussi celle de l'écrasante majorité du Conseil supérieur de l'Education nationale, pourtant composé pour moitié de représentants du ministre lui-même. Le ministre désavoué par ses subordonnés, cela ne s'était

(1) Toutes les citations du présent article sont tirées de ce texte officiel, que nous avons pu nous procurer : on a ses relations. Les mots soulignés le sont par nous.

quasiment jamais vu rue de Grenelle. Mais qu'à cela ne tienne, le régime ne s'embarasse pas pour si peu, et on assiste à un fait plus extraordinaire encore : M. Fouchet passe outre !

Il n'était pas superflu, pensons-nous, de donner ces détails qui montrent à la fois l'in vraisemblable légèreté de nos gouvernants et le mépris qu'ils ont pour le peuple et ses représentants. Mais venons-en au fond. Le projet actuel fut, nous l'avons vu, précédé d'un autre, concernant le premier cycle de l'enseignement du second degré (de la 6^e à la 3^e). Dans ce cycle, l'enseignement était, en 1958, dispensé parallèlement pour les C.E.G., les lycées et auxiliairement les établissements techniques (2). Cette division, reste du système cloisonné qui existait jusque peu avant la seconde guerre mondiale, recouvrait, en fait, dans la plus grande partie des cas, une discrimination sociale : lycées pour la bourgeoisie des villes, C.E.G. et enseignement technique pour les enfants des classes modestes et les habitants des campagnes. Les forces progressistes ont toujours réclamé sa disparition et le P.S.U., pour sa part, s'appuyant sur le plan Langevin-Wallon, demandait l'institution d'un enseignement commun, progressivement différencié, pour tous les enfants entre 11 et 15 ans, enseignement donné par des maîtres de haute qualification (licenciés de l'enseignement supérieur).

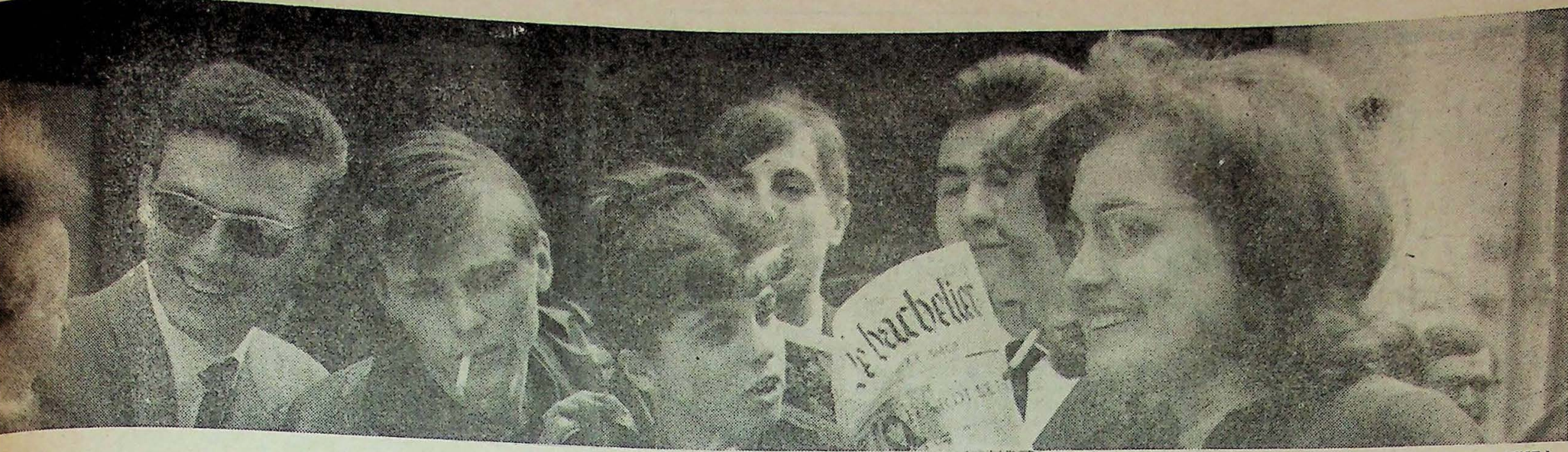
En 1962-63, M. Fouchet institue des collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) destinés à remplacer progressivement les autres formes d'établissements du premier cycle, les enseignements qu'ils dispenseraient étant réunis sous un même toit mais demeurant distincts, enseignement « court » (ex-C.E.G.) et premier cycle de l'enseignement long (ex-premier cycle des lycées) conservant leurs « méthodes » et leur personnel.

Pour des élèves mal formés...

Si ce système ne nous satisfaisait pas (maintien d'une discrimination essentiellement sociale dès l'âge de 11 ans), il représentait théoriquement un progrès : il serait plus facile « d'orienter » les élèves si les différentes formes d'enseignement étaient réunies dans un même établissement. En fait, il a suffi de quelques mois pour que la réalité apparût fort différente : à part quelques rarissimes exceptions (en latin et langues vivantes) le personnel des C.E.S. est composé d'instituteurs et les C.E.S. tendent à devenir purement et simplement des C.E.G. Si le bénéfice pour le ministre et son collègue des Finances est fort clair (personnel plus vite formé, faisant plus d'heures pour moins d'argent), il l'est moins pour les élèves.

On dira : cet enseignement commun de la 6^e à la 3^e que vous réclamez à cor et à cri depuis vingt ans, de Gaulle vous le donne. Voire ! Si nous l'exigeons, c'est dans un but déterminé : combattre les inégalités dues à l'origine sociale. Cela réclame un corps enseignant hautement qualifié (en particulier en matière pédagogique), donc bien payé, des effectifs réduits par classe, sans même parler d'une nouvelle définition du rôle même de l'école et de ses méthodes,

(2) Pour plus de détails, nous renvoyons à la documentation publiée par le parti (point de programme et brochure sur l'enseignement dont le présent article et sa suite sont le complément).



(Photo AGIP.)

définition que le P.S.U. a essayé de donner dans son point de programme sur l'enseignement.

Au contraire, si l'enseignement est donné par un personnel à la formation rudimentaire, sous-payé, dans des classes surchargées, munies d'un matériel insuffisant, seuls surnageront les enfants qui peuvent être aidés par leurs familles, à moins que celles-ci ne préfèrent tout simplement les placer dans l'enseignement privé grassement subventionné par l'Etat et qui, lui, est libre de filtrer ses élèves et de recruter le personnel qui lui plaît.

Une prétendue démocratisation aboutit ainsi à une discrimination plus intolérable qu'auparavant. Et cela est plus vrai encore si les exigences opposées à la fin du premier cycle aux élèves ainsi formés demeurent élevées. Or, sur ce point, le second volet de la « réforme Fouchet » est parfaitement net.

Un barrage infranchissable

Tout d'abord, il n'est dans les textes officiels question pour le moment que des enseignements conduisant au baccalauréat. Tout ce qui n'est pas formation d'une « élite » est donc laissé dans l'ombre. On verra plus tard ! D'autre part, ce n'est pas un hasard si la réforme du second cycle de l'enseigne-

les Facultés recevront des étudiants *plus strictement sélectionnés* et donc d'un niveau moyen plus élevé. » « Il faut remarquer une fois encore que les nouvelles études de licence ne seront ouvertes qu'à des bacheliers *mieux sélectionnés* qu'à l'heure actuelle. »

Quant à l'immense majorité des « non-sélectionnés », le projet ne les oublie pas tout à fait : « Le système actuel est essentiellement articulé sur les études théoriques, *longues*... Or, les besoins des autres professions ne cessent de s'accroître et de se diversifier (4). Il faut qu'à chaque palier important d'orientation, des cycles *courts* de formation professionnelle, de deux ans, conduisent les candidats qui ne sont pas doués pour les études abstraites à des qualifications ouvrant sur les professions. » Pour réaliser cet « allègement », pour opérer cette « sélection », deux moyens : le raccourcissement des études et l'examen-couperet.

Le premier concerne essentiellement l'enseignement supérieur, nous n'en parlerons donc pas cette semaine. Quant au second, il a de quoi faire se dresser les cheveux sur la tête du moins averti des pédagogues ou de toute personne de bon sens. « L'orientation doit, dans l'intérêt même des candidats, être préalable à l'entrée dans un cycle », déclare M. Fouchet. Quoi de plus raisonnable en apparence ? Mais quelques pages plus loin, à propos de l'orientation à la fin des études secondaires, le ministre nous dit ce que cela signifie : « C'est pourquoi le baccalauréat paraît devoir jouer, lui-même, le

fin de la scolarité obligatoire (niveau de fin de troisième) et surtout à l'entrée dans l'enseignement supérieur des barrages plus stricts, plus anonymes, plus mécaniques. Il est aisé de prévoir quel sera le résultat de ce système : une élimination, au moins aussi radicale qu'actuellement, des enfants issus des classes populaires, des formes supérieures d'enseignement. Un ouvrage paru récemment, dû à deux jeunes sociologues, et que nous recommandons vivement à nos lecteurs (5) permet de se rendre compte que tout dans le système Fouchet, depuis la pré-orientation à 11 ans jusqu'au rôle accru accordé aux examens (sans oublier les faveurs toujours plus grandes faites à l'enseignement privé — derniers épisodes : concours de recrutement de l'enseignement public mis au service de l'enseignement privé, extension des allocations « Barangé » aux établissements « libres » du premier cycle du second degré) que tout dans ce projet tend consciemment ou inconsciemment à cette seule et même fin : réserver les postes de direction de toute espèce aux hommes issus de la seule bourgeoisie.

Vers la ségrégation

Certes, la scolarité va être prolongée ; certes, le niveau moyen des connaissances sera plus élevé, mais M. Fouchet nous dit lui-même pourquoi dans le passage de son projet que nous avons cité plus haut : les besoins des « autres » professions (comprenez celles qui ne demandent pas un très haut niveau de qualification) s'accroissent sans cesse, ce qui nécessite des cycles « courts » de formation professionnelle. Alors qu'autrefois dans des cas rares un enfant exceptionnellement doué, issu d'une famille pauvre, pouvait, grâce aux bourses et à la qualité de l'enseignement public, se hisser au niveau le plus élevé, il est à craindre que celui-ci soit à l'avenir plus encore que par le passé réservé aux enfants privilégiés par la fortune ou la culture de leur milieu familial.

Loin d'assurer l'égalité de tous, comme il le prétend dans son introduction, loin de combattre l'inégalité scandaleuse devant l'enseignement et la culture, le projet Fouchet tend donc à la renforcer. C'est alors que prend toute sa saveur une autre remarque qui court comme un fil conducteur à travers les onze pages du texte ministériel : il s'agit en somme de revenir à l'état heureux qui régnait « avant », « avant la création des propédeutiques », à une situation où « comme autrefois » (deux fois dans le texte) le baccalauréat se passerait sans repêchage, où « comme par le passé » la licence s'obtiendrait en deux ans et où on ne risquait guère de côtoyer au Quartier Latin des individus — fils de culs-ferreux ou de tâcherons — que maman ne pouvait décemment recevoir dans son salon. Si après cela, vous traitez M. Fouchet et sa réforme de l'enseignement de réactionnaire, vous vous rendez évidemment coupables d'une intolérable diffamation.

Pierre Aron.

(5) P. Bourdieu et J.-C. Passeron : *Les Héritiers. Les étudiants et la culture* (Ed. de Minuit, 18 F.).

La semaine prochaine :

REFORME FOUCHET ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR



La politique de classe

Fouchet-Charlemagne : « Les « bons » à ma gauche, les « mécréants », à ma droite ! »

ment du second degré est traité dans le cadre de celle de l'enseignement supérieur : l'un doit en effet préparer directement à l'autre (3). Et cela n'est possible que si on institue assez tôt des barrages infranchissables pour la majorité des élèves : car il est un double leitmotiv qui court à travers les pages du rapport Fouchet, celui d'allègement (des connaissances des maîtres et des effectifs globaux) et celui de sélection (des élèves et des étudiants).

Citons au hasard : « Les avantages d'une construction d'ensemble sont évidents. Il doit s'ensuivre des *allègements*. » « ...car l'esprit de la réforme est de réaliser des *allègements*. » « Une licence placée très haut entraîne une *surcharge des connaissances nécessaires*. » (Il s'agit, comme le montre le contexte, de celles des futurs professeurs). « La conséquence de ces mesures... est que

(3) « Le premier principe retenu est qu'il ne peut y avoir de véritable réforme que si l'enseignement du 2^e degré et l'enseignement supérieur sont réunis dans une même conception d'ensemble ».

rôle d'instance d'orientation. » Et de déclarer que seuls pourront accéder à l'enseignement supérieur les candidats reçus sans repêchage, un même candidat ne pouvant se présenter à l'examen pendant plus de deux années consécutives.

Une lente dégradation

Résumons : le projet Fouchet ne prétend en rien remédier à l'état catastrophique de l'enseignement primaire, il consacre en revanche et institutionnalise la lente dégradation que connaît l'enseignement du second degré et surtout son premier cycle depuis une dizaine d'années. Aux élèves, de formation déficiente, sont opposés à partir de la

(4) Il s'agit des professions autres que celle d'enseignant. S'il faut en croire notre ministre, les besoins, en ce qui concerne cette dernière, ne s'accroissent guère, la fameuse sélection devant décourager d'éventuels postulants !

CONGRÈS

Les cheminots C.F.D.T. :
Pour donner une dimension
politique au syndicalisme

Bien que venant largement derrière C.G.T. aux élections professionnelles, la Fédération C.F.T.C. des cheminots, devenue C.F.D.T., est par ordre d'importance la seconde organisation syndicale à la S.N.C.F.

La Fédération a tenu son congrès Asnières du 12 au 15 janvier. Étaient les premières assises d'une détermination d'industrie depuis la fondation de la C.F.D.T.

Dans son rapport moral, le secrétaire général sortant, Paul Butet, a appelé la proposition faite par son organisation de lancer des grèves par régions d'industrie, proposition refusée par la C.G.T. et par F.O. Il a affirmé que les autres syndicats moignaient d'un certain ostracisme l'égard de la nouvelle C.F.D.T. et est prononcé pour un autre mouvement avant la fin de janvier (lequel avait été décidé par les organisations du secteur public le 19 janvier).

Devant le congrès qui a décidé le retrait des commissions Grégoire — après les cheminots F.O. et C.G.T. — Eugène Descamps a déclaré à propos du conflit qui oppose actuellement les syndicats et le gouvernement : « Nous sommes pour les dialogues, mais pas pour les dialogues de sourds, pas pour les conversations de salon. »

En remplacement de Paul Butet — qui est entré au Conseil économique et qui continuera à représenter les cheminots C.F.D.T. au conseil d'administration de la S.N.C.F. — le congrès a élu comme secrétaire général Raymond Martin, un sous-chef de gare.

Le nouveau secrétaire a souligné que, même si des défections avaient été enregistrées sur la région Est et dans les services centraux de la S.N.C.F., on ne pouvait parler de scission de la Fédération. Celle-ci recrute actuellement parmi les jeunes. Présentant un programme revendicatif de quatre ans, Raymond Martin a estimé que, compte tenu de la hausse des prix, le pouvoir d'achat des cheminots n'augmentait pas de plus de 1 p. 100 par an. Il s'est prononcé, d'autre part, pour la construction d'un socialisme démocratique auquel devaient contribuer les syndicats jouant un rôle complémentaire à celui des partis.

Ce souci de donner une dimension politique au syndicalisme se retrouve dans la résolution générale adoptée par le congrès :

« Refusant l'intégration dans le capitalisme, dont le régime actuel est l'expression politique, le congrès estime que les travailleurs français, s'ils aspirent à des structures politiques stables, veulent trouver dans celles-ci des perspectives économiques orientées vers le bien-être commun. »

« Le congrès se félicite de trouver dans le rapport d'orientation qu'il convient de saisir « chaque fait politique pour faire prendre conscience à tous les travailleurs qu'en ce domaine ils ont aussi des responsabilités liées à l'action syndicale. »

« Il estime que les élections présidentielles sont une occasion de faire connaître quelles sont nos exigences dans le domaine des réformes de structure pour une planification démocratique, découlant tout naturellement d'une authentique démocratie politique. »

En ce qui concerne les revendications, la résolution générale demande notamment un rétrécissement de la grille hiérarchique, le paiement immédiat du retard constaté depuis le 1-1-63 (et évalué par la Fédération à 6 p. 100) et se prononce pour la poursuite de l'action engagée pour le retour progressif à la semaine de quarante heures en cinq jours.

Très conformes aux préoccupations de l'ancienne C.F.T.C. sont les revendications en matière de prestations familiales : augmentation immédiate de 20 p. 100 de l'ensemble des prestations, réforme de l'allocation de salaire unique « qui doit se transformer en une véritable indemnité de base pour la mère de famille (75 p. 100 du S.M.I.G.) ».

Par ailleurs, la résolution critique en termes vagues « la dénaturation du rôle des nationalisations » et réclame « le retour à leur vocation économique au service de la nation tout entière ».

En matière de coordination des transports, la résolution préconise « l'acheminement vers une véritable coordination des transports, c'est-à-dire s'étendant non seulement aux domaines techniques, réglementaires et tarifaires, mais aussi aux investissements et au domaine des charges fiscales et sociales, ceci impliquant à tous les échelons de la Fédération un travail de recherche et d'explication afin que soit réclamée et imposée une véritable planification démocratique à la S.N.C.F. ».

C'est vouloir appliquer au domaine des transports un des thèmes essentiels de la centrale du square Montholon depuis le congrès confédéral de 1959.

FEMMES

La réduction du temps de travail

Un certain nombre de personnalités préoccupées, à des titres divers, par le problème du temps de travail des femmes se sont réunies à diverses reprises.

Après de très larges échanges de vues, elle ont adopté la déclaration, dont nous publions ci-dessous les passages essentiels, qu'elles adressent à tous ceux et celles qui partagent leurs préoccupations en les appelant à soutenir leur initiative d'organiser à Paris, les 6 et 7 mars, des Assises nationales pour la réduction du temps de travail.

Cinq millions de travailleuses participent dans notre pays à la création des richesses nationales : la plupart sont des épouses et des mères à qui revient en même temps la noble et lourde tâche de mettre les enfants au monde, de faire d'eux les hommes et les femmes de demain.

Actuellement, la plus grande part de cette charge est supportée, non par la Société, mais par la famille, et essentiellement par la mère ; on a calculé que, du fait de la double journée qu'elles effectuent, des femmes travaillent 80 à 100 heures par semaine.

C'est pourquoi la réduction du temps de travail sans diminution de salaires est, pour des millions de travailleuses, une aspiration profonde.

S'il est vrai que la réduction du temps de travail, le retour aux 40 heures sans diminution de salaires avec deux jours de repos consécutifs, est une revendication de tous les travailleurs, justifiée par l'augmentation de la production et de la productivité, l'intensification du travail, l'éloignement du domicile, c'est pour les femmes un besoin encore plus urgent, une nécessité vitale.

La réduction du temps de travail ne pourrait être que bénéfique aux femmes travailleuses, à l'harmonie de la famille ; elle permettrait que soient mieux respectés les besoins et les droits de l'enfant. Elle faciliterait en outre, pour de nombreuses femmes qui le désirent, l'exercice d'un travail salarié.

La Société se doit d'assurer aux travailleurs des deux sexes l'égalité totale de rémunération, de formation professionnelle, d'accès aux emplois,

de promotion. Mais elle doit aussi reconnaître le rôle social essentiel que représente la maternité en ce qui concerne l'organisation et la survie même de la Société. Il lui appartient donc de prendre toutes mesures utiles pour faciliter aux femmes qui sont à la fois travailleuses et mères l'exercice de leur double tâche qui est actuellement écrasante.

Parallèlement au développement indispensable des institutions intéressant la formation professionnelle, des équipements sociaux et culturels (crèches, garderies, jardins d'enfants, écoles, etc.), de services collectifs allégeant les tâches ménagères, de l'amélioration nécessaire du logement et des transports, la question de la réduction du temps de travail pour les femmes, en raison de leurs obligations familiales, est posée.

De plus, il est souhaitable que soient généralisées et codifiées un certain nombre de dispositions, déjà acquises dans certaines professions ou secteurs de l'activité, telles que :

- l'allongement du congé de maternité et son indemnisation à salaire entier afin de permettre à toutes les travailleuses d'en avoir la jouissance totale ;
- des congés pour les mères de famille, notamment pour élever un bébé, pour soigner un enfant malade ;
- l'assurance pour la mère, qui a quitté son travail pour élever ses enfants, de retrouver son poste ;
- la possibilité d'une retraite anticipée, à un taux convenable, garantissant les moyens de vivre.

Parmi les signataires, se trouvent :

- M. Alvergnat, secrétaire général de la Confédération syndicale des Familles ;
- Mme Chombard de Lauwe, sociologue ;
- Mme Madeleine Colin, secrétaire de la C.G.T. ;
- Mme Eugénie Cotton, présidente de l'Union des Femmes Françaises ;
- M. Dader, secrétaire général de la Ligue de l'Enseignement ;
- M. Felgines, vice-président de la Fédération des Familles ;
- Mme Genetay, militante d'action ouvrière et familiale ;
- Mlle Grunevald, présidente de l'Association nationale des Assistantes sociales et Assistants sociaux ;
- Mme le Dr Françoise Lazard, médecin pédiatre ;
- Mme Simone Signoret, artiste dramatique.

L'examen du permis
de conduire est-il
une mascarade ?

Quelles sont les chances
des candidats ?

Les accidents d'automobile sont-ils dus à des défaillances de mécanique ou de conducteurs ?

Sont-ils provoqués par l'étroitesse des routes ou par l'absence de jugeote ?

Les réponses à ces questions, vous les trouverez dans le livre qui vient de paraître (1) *Les Tribulations d'un moniteur d'auto-école*, de Sébastien Soler.

Ce récit satirique, avec ses « remarques et suggestions », est aussi un « réquisitoire contre les méthodes actuelles d'examen » et en même temps un plaidoyer pour les candidats au permis de conduire ».

(1) Editions du Scorpion, 1, rue Lobineau, Paris-6°. (Prix : 11 F).

TRIBUNE
Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 64, bd Garibaldi Paris (XV°) Tél : SUF 19-20
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV°) Tél : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche, 6, Avenue du Maine Paris-14°. Tél : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette Paris (9°)

Maurice Combes.



Des femmes travaillent 80 à 100 heures par semaine...

(Photo A.F.P.)

ROUEN

Crise du textile dans la banlieue

Les entreprises textiles de Seine-Maritime sont groupées pour la plupart dans la région elbeuvienne et dans les vallées du Cailly et de l'Austreberthe; désormais, ces deux centres sont également touchés puisque — après Elbeuf — la crise éclate dans toute son ampleur chez les cotonniers à Malaunay-Monville, d'une part, et Pavilly-Barentin, d'autre part.

Les horaires oscilleront entre 24 h et 32 h dans les entreprises Offroy (Malaunay), Badin (Barentin-Monville), Deren (Pavilly), Gaillard (Pavilly et Sotteville), COGETEMA (Malaunay-Monville-Pavilly), Aulnay-Fortier (Déville); on évoque des possibilités de fermetures, notamment celles de la Teinturerie de Bondeville et de l'usine Badin à Monville. Il n'est pas de secteur favorisé, il semble que teinturerie, filatures et tissages soient également touchés. Actuellement, sur l'ensemble du département, de Lillebonne à Elbeuf et de Pavilly à Sotteville, près des deux tiers des 7.000 ouvriers cotonniers sont en chômage partiel.

Cette crise était-elle prévisible? Plus que prévisible, elle était prévue! (voire organisée...); depuis le début de l'été, les horaires sont tombés de 45 h à 40 h, puis, il y a deux mois, on faisait, certaines semaines, 24 h chez Aulnay-Fortier et on commençait à chômer un jour par semaine chez Offroy... Autrement dit, s'il y eut surprise, ce ne fut pas chez le patronat qui aurait présenté un rapport alarmant au ministre de l'Industrie, en octobre, et qui, parallèlement, parait la crise et organisait la marche au ralenti des usines en attendant une éventuelle reprise. La surprise, ce fut chez les ouvriers qu'on n'avait pas tenu au courant et qui enregistrent, malgré les allocations de chômage de l'Assedic et de l'Etat, des pertes de salaires de 20 à 25 %; ce chômage intervenant au moment des fêtes et en plein hiver, la vie est d'autant plus dure dans les foyers ouvriers de la vallée.

Y a-t-il espoir de reprise? L'espérer à brève échéance serait se leurrer. Cette récession a en effet de multiples causes, parmi lesquelles nous retiendrons les plus importantes:

- Sous-consommation des textiles provoquée par le blocage des salaires et le plan de stabilisation;
- Inaptitude du patronat à faire face à la concurrence étrangère;
- « Réorganisation » et modernisation de certaines usines, absorptions et concentration capitaliste de la production;
- Faiblesse des syndicats ouvriers

Réunion du Comité politique du P.S.U.

Le C.N.P. se réunira les 23 et 24 janvier 1965. A son ordre du jour figure l'examen de la situation dans les différents départements à la veille des élections municipales. Le C.P.N. délibérera également sur l'organisation du prochain Congrès national du parti.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

du textile: peu de syndiqués et absence de réactions immédiates de ce prolétariat surexploité et entretenu dans une atmosphère paternaliste permettant tous les abus.

Depuis la semaine dernière, des démarches sont entreprises auprès du préfet et du cabinet du Premier ministre par les maires des quatre communes les plus touchées, flanqués de deux conseillers généraux et... du député U.N.R. (et gendarme!) Chérasse... Qu'obtiendront-ils? De vagues assurances, peut-être le desserrement du crédit réclamé par le patronat cotonnier et... un peu de publicité pour ce député de droite, élu dans une circonscription traditionnellement de gauche...

En attendant, les patrons font le dos rond, ils savent que cette récession a pour but de créer un fonds de chômeurs qui servira leurs intérêts... plus tard. Quant aux ouvriers, ils commencent à s'inquiéter et avant peu la colère se substituera à une apathie plus apparente que réelle.

Cette crise est significative d'une situation économique difficile: elle intervient après les licenciements massifs aux Chantiers de Normandie (Grand-Quevilly), ceux prévus aux Chantiers du Trait, après les fermetures de Bozel-Malétra (Petit-Quevilly), Blondelle (Déville), Manutube (Le Houleme), c'est-à-dire au moment où la construction mécanique — et les produits chimiques pour Bozel — éprouvent des difficultés, tandis que l'électronique, représentée par Vidéon à Monville, connaît des craintes sérieuses et avance le chiffre de 150 (voire de 700 si les commandes n'arrivent pas) licenciés possibles dans les semaines qui viennent.

A pas feutrés, progressivement, la récession (l'atonie économique, selon le général-président!) s'installe ici comme ailleurs, voulue par un pouvoir serviteur empressé du grand capital.

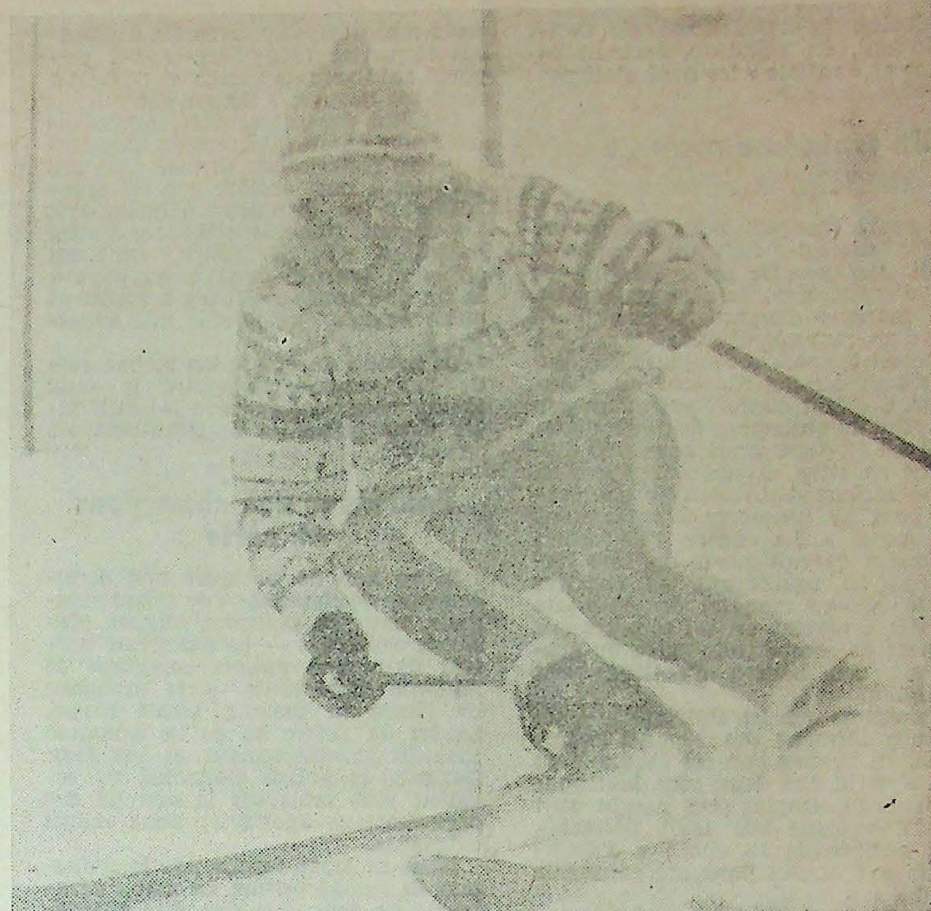
M. C.

Pour une Confédération nationale des Agriculteurs

Fort de l'influence grandissante du Cercle national des Jeunes Agriculteurs dans les milieux agricoles, le nouveau secrétaire général du C.N.J.A., Raoul Serys — qui est un petit agriculteur du Tarn — a proposé la constitution d'une « Confédération nationale des Agriculteurs » groupant l'ensemble des organisations agricoles.

Il s'agit de reprendre ce qu'avait un moment réalisé Tanguy-Prigent, après la Libération, avec la C.G.A. La prolétarianisation de la petite et moyenne paysannerie favorise ce projet de l'animateur du C.N.J.A. qui veut que « l'industrialisation de l'agriculture se fasse au profit des agriculteurs et non contre eux ». Il faut s'attendre cependant à une résistance des notables de la F.N.S.E.A. et des Chambres d'agriculture, qu'ils se classent politiquement à droite ou à gauche.

Le secrétaire général du C.N.J.A. met aussi l'accent sur les liaisons indispensables avec les autres organisations européennes d'agriculteurs. « En 1970, il faut arriver à un syndicalisme européen agricole ». En effet, des problèmes difficiles se trouvent posés dans le cadre du Marché commun agricole. Ce dernier va entraîner notamment la hausse du prix des céréales dont la production, déjà excédentaire, risque de se développer encore au détriment de l'élevage qui ne parvient plus à faire face aux besoins. A cet égard, les intérêts des gros céréaliers du bassin parisien — dont le porte-parole est l'indépendant Blondelle — ne coïncident sans doute pas avec ceux de l'ensemble des agriculteurs.



Le ski ou les études ?

(Photo A.D.P.)

SPORTS

Toujours dans l'impasse

Au lendemain des Jeux olympiques de Tokyo, la seule victoire française, la médaille d'or du cavalier Jonquères d'Oriola avait fait l'unanimité sur au moins un point: le sport français est en péril. La déception de Tokyo avait, dans la presse spécialisée ou non, déclenché une vaste campagne en faveur « du sport à l'école ». « Les nations qui remportent les médailles d'or sont aussi celles des prix Nobel », écrivait Henri Turenne. Tous les exégètes du sport étaient pour une fois en complet accord: la formation d'un athlète de classe commence sur les bancs de l'école ou du lycée.

Déjà, en haut lieu, on élaborait des plans pour la création de vastes centres sportifs. Qu'en reste-t-il trois mois après?

Des promesses, tandis que les pratiquants, les enseignants et les dirigeants attendent encore la réalisation de ces beaux projets.

Certes, on se préoccupe dans les sphères gouvernementales (prestige oblige) de la construction du fameux stade de 100.000 places. Or lorsqu'on connaît la vétusté dans laquelle se trouve l'équipement sportif en France, construire un stade de 100.000 places apparaît comme une aberration. Et à plus forte raison, quand on sait que le nombre de spectateurs par match de football au Parc des Princes se chiffre aujourd'hui à 4.500 de moyenne par dimanche au lieu de 12.000, il y a seulement quelques années.

25 piscines
100 gymnases, 50 stades

Claude Bourdet, le 13 novembre, s'est élevé, au Conseil municipal, contre la construction de ce stade inutile:

« Les crédits dont nous disposons, déclarait-il, pourraient déjà apporter une plus nette amélioration s'ils étaient affectés à des opérations utiles et non à des opérations de prestige. Un magnifique stade de 100.000 places est prévu à Vincennes. Nous savons d'ores et déjà que la réalisation de ce projet rencontre bien des difficultés. Nous savons aussi qu'il est très difficile de remplir un stade de cette capacité. Aux plus beaux jours des J.O., le stade de Tokyo, prévu pour recevoir 100.000 personnes, n'en a accueilli au maximum que 70.000. Ainsi donc, pour des manifestations exceptionnelles et forcément rares, nous allons construire un stade dont le coût réel est de l'ordre de 15 milliards d'anciens francs au moins. Avec cette somme on pourrait construire:

- 25 piscines couvertes,
- 100 gymnases,
- 100 terrains de football,
- 50 stades avec piste d'athlétisme et terrains de football,

300 plateaux d'éducation physique.

Les chiffres cités par Claude Bourdet montrent, s'il en était besoin, à quel point la construction d'un stade de 100.000 places en France est un non-sens. L'exemple le plus frappant est illustré par la ville de Grenoble où auront lieu les prochains Jeux d'hiver en 1968. Cette future cité olympique ne possède pas de piscine couverte. Les jeunes qui veulent faire de la natation en hiver doivent se déplacer à Aix-les-Bains, situé à 75 km de Grenoble. Certes, des fonds viennent d'être débloqués par la Direction des Sports... A la suite de la victoire de d'Oriola à Tokyo, l'Université de Grenoble bénéficiera de deux chevaux supplémentaires pour l'entraînement des adeptes de l'équitation.

Une vie scolaire mieux équilibrée

Hélas, le problème n'est pas seulement d'ordre matériel, il est aussi moral et, là encore, tout semble conçu pour décourager dès l'enfance la pratique des activités de plein air. Nous ne reviendrons pas sur l'innovation de Christian Fouchet qui impose, dans les écoles primaires, que l'instituteur se transforme deux fois par semaine en professeur d'éducation physique. Hélas, tous les maîtres d'école ne sont pas des sportifs émérites, loin s'en faut. Il faut encore ajouter qu'en milieu urbain les effets néfastes du conditionnement scolaire vont en s'aggravant. Les classes sont surchargées, les cours de récréation sont minuscules. Les programmes ne cessent de s'étoffer. Pour se détendre, l'enfant trouve rarement à proximité de chez lui le terrain nécessaire aux jeux de ballon. Une telle situation ne permet guère aux écoliers de prendre goût aux activités sportives. Un professeur d'éducation physique déclarait dernièrement: « Dans de telles conditions, il faut vraiment être un fanatique pour pratiquer une discipline sportive à l'école. »

A l'Université, la situation est encore plus grave. Pour 330.000 étudiants, 163 professeurs d'éducation physique, soit 1 pour 2.000 étudiants. Cela ne paraît guère émouvoir Fouchet qui déclarait, quelques jours avant l'ouverture des Jeux olympiques de Tokyo: « Qu'il allait supprimer l'épreuve d'éducation physique au baccalauréat car, selon le ministre, il est anormal qu'une bonne note au grimper de corde puisse compenser une insuffisance en français ». M. Fouchet devait se sentir mal à l'aise à Tokyo où c'est précisément, à un ou deux nageurs près, l'équipe

»»»

américaine de l'Université de Californie qui, en natation, écrasait la France et « raflait » les neuf dixièmes des médailles d'or.

Un troisième problème difficile à résoudre

Le sport français, nous l'avons vu, se débat dans des difficultés matérielles et morales. De plus, un curieux état d'esprit s'est fait jour, résultat d'un manque d'organisation et surtout d'un manque d'éducateurs. Pour beaucoup le sport est aujourd'hui une profession comme ajusteur ou charcutier. Cet état d'esprit entretenu par le mythe du champion fait qu'aujourd'hui un étudiant doué pour une discipline sportive envisage avec le plus grand sérieux d'abandonner ses études pour se consacrer « totalement aux sports ». Là encore, l'Education nationale devrait jouer un rôle important en équilibrant les horaires car le niveau mondial des résultats sportifs a atteint un tel sommet que le sport de compétition exige du pratiquant des heures d'entraînement quotidien.

Mais alors que les Universités américaines forment des savants-champions, en France l'on est étudiant ou bien sportif. Les deux sont incompatibles. Les exemples sont nombreux : Mlle Christiane Mir (ski) déclarait, bien qu'agée de 15 ans : « J'abandonne des études pour me consacrer au ski ».

Kiki Caron fait quelques brèves apparitions au lycée La Fontaine entre deux compétitions de natation. A 17 ans, elle suit facilement les cours de la classe de 3^e.

Georges Goven (tennis), 16 ans, participe à une tournée de quatre

mois aux antipodes avec les meilleures raquettes françaises. A-t-il emporté ses livres de maths et d'anglais dans ses bagages ? On en doute !

Cet état d'esprit se développe d'autant plus que les champions en nombre très restreint en France sont des vedettes à part entière que les organisateurs se disputent à prix d'or. Le nageur Dan Schollander, quatre médailles d'or à Tokyo, déclarait après sa tournée dans notre pays à la fin de l'année : « Il n'y a vraiment qu'en France que je suis une vedette... »

Ce mythe du champion a, par voie de conséquence, engendré le faux amateurisme qui aggrave les difficultés dans lesquelles se débattent les sportifs.

Fabriquer des champions en série

Si au lieu de posséder une demi-douzaine de champions de classe mondiale, nous en pouvions aligner plusieurs centaines — ce qui serait normal dans une nation comptant 46 millions d'habitants — le problème de l'amateur marron serait résolu. La loi de l'offre et de la demande jouerait inévitablement et les Jazy, Darmon et autres Goitschel ne seraient plus seuls sur le marché des organisations sportives, donc moins exigeants.

Nous ne nous ferons pas le défenseur de l'amateurisme. Le mot « amateur » ne veut plus rien dire aujourd'hui. Dès l'instant que le sportif est un champion (avec un grand C) il est inévitable à notre époque qu'il ait des avantages. Mais les faux amateurs qui touchent chaque semaine des centaines de mille francs pour se produire pendant quelques minutes, cela nous paraît abusif.

Quelle est donc la solution ? Il n'y en aura pas tant que le sport à l'école ne sera pas réorganisé de A à Z. Tous les problèmes étant liés, on peut dire sans schématiser que la politique de prestige en entretenant un plateau de vedettes favorise le faux amateurisme. Le projet du Haut Comité aux Sports qui prévoit la création d'une catégorie de sportifs « non amateurs » ne répond à aucune question. Il ne fait qu'officialiser ce qui n'était qu'officieux, mais n'apporte rien de neuf permettant de sortir le sport français de l'impasse.

Dominique Laury.

LIVRES

« La grande division des travailleurs »

de Maurice LABI

Notre ami Maurice Labi, secrétaire général de la Fédération F.O. des Industries chimiques — dont on connaît les initiatives audacieuses pour l'unité syndicale — vient de faire paraître aux Editions Ouvrières, sous le titre La Grande Division des travailleurs, un volumineux ouvrage consacré à la première scission de la C.G.T., celle de 1921. Il s'agit, en fait, du texte de la thèse qui lui valut en 1962 le titre de docteur en études politiques.

Basé sur une documentation minutieuse, écrit dans un style clair et vivant, le livre de Maurice Labi présente un grand intérêt historique et politique. Historique, parce que le déchirement des travailleurs dont il nous décrit la genèse et l'éclatement sur le plan syndical dure encore. Politique, parce qu'il montre bien que la première scission de la C.G.T. fut inséparable de la révolution russe et de l'apparition du communisme (en tant que système politique) à l'horizon de la société mondiale.

Bien que condamnant l'activité scissionniste du bolchevisme, Labi s'efforce de rendre justice aux hommes qui, dans les années qui suivirent la première guerre mondiale, s'affrontèrent à l'intérieur de la C.G.T. Il place, en exergue de son livre, cette phrase prononcée par Léon Jouhaux au congrès confédéral de 1946, alors que la C.G.T. était grosse de nouveaux déchirements : « Nous avons, les uns et les autres, nos erreurs et nos vérités. »

Dès le début de son livre, qui montre le glissement progressif des militants de la C.G.T. vers le syndicalisme révolutionnaire — depuis la reconstitution difficile des organisations ouvrières après la Commune jusqu'au congrès de Montpellier en 1902 — Labi analyse avec rigueur les tendances permanentes du mouvement ouvrier français : « Ainsi, sur le plan syndical, réformistes et marxistes se trouvaient d'accord contre les anarchistes pour réduire la portée de l'action ouvrière et les mêmes alliances se retrouvaient sur la participation politique aux institutions bourgeoises. Mais sur le plan de l'organisation, l'opposition des anarchistes au centralisme marxiste rejoignait le sentiment démocratique des réformistes. Sur un troisième point, le domaine révolutionnaire, socialistes et libertaires se trouvaient unis contre les corporatistes. Que l'une ou l'autre de ces données fondamentales apparaisse plus clairement à la faveur des événements et les alliances changeaient de sens et de nature. » En 1921, les choses ne furent peut-être pas aussi claires, mais ce fut l'alliance des libertaires et de la majorité des socialistes — stimulés les uns et les autres par la révolution russe — contre les réformistes (eux-mêmes majoritaires à la C.G.T.) qui entraîna la dissolution de l'organisation syndicale.

L'auteur souligne également la faiblesse du syndicalisme révolutionnaire — sur le plan économique — et les outrances de ce qu'il appelle « l'anarcho-hervéisme », outrances qui aboutirent à de violentes luttes de tendances à l'intérieur de la C.G.T., où les anarchistes se trouvèrent finalement isolés à la veille de la guerre de 14. D'où un certain rapprochement de la C.G.T. avec le parti socialiste, « dont les moyens de pénétration différaient — les « guesdistes » opéraient publiquement, les « jaressistes » plus discrètement. »

Précisément, cette question des rapports avec la social-démocratie et la question de l'antimilitarisme séparaient la C.G.T. des organisations sœurs, en particulier des syndicats allemands. En France, le parti était lui-même divisé : à Jaurès — le pacifiste — bientôt assassiné, s'opposait Guesde, le futur ministre de « l'Union sacrée », qui prophétisait : « La guerre est mère de la révolution. »

Il ne croyait sans doute pas si bien dire. Et Labi de retracer la collaboration de Jouhaux et des chefs de la C.G.T. avec le gouvernement pendant la guerre, collaboration qui ne fut

pas sans conséquences par la suite : « Cette attitude des syndicalistes était excessivement éloignée des professions de foi du passé. Le chemin parcouru en sens inverse était foudroyant de rapidité. Malgré les obligations, les contraintes et les risques de la guerre, une telle inféodation au parti, un tel ralliement à l'État, de telles inquiétudes militaristes et nationalistes, ne pouvaient manquer de susciter des réactions vives dans les milieux syndicalistes, de provoquer la naissance d'une opposition qui contenait en germe de nouveaux et terribles déchirements de la classe ouvrière. » Zimmerwald, Kienthal : autant de manifestations d'une minorité courageuse, syndicaliste et socialiste, opposée à la guerre.

Et, tandis qu'échoue la conférence de Stockholm proposée par les révolutionnaires russes, certains dirigeants de la C.G.T. française commencent à se méfier de ces nouveaux pacifistes.

La paix revenue, les difficultés économiques entraînent les grèves de 1919 qui se soldent par un échec, la C.G.T. renonçant notamment, sous les menaces du gouvernement Clemenceau, à une grève générale décidée dans le cadre d'une action internationale.

Cependant la minorité, groupée autour de la Vie Ouvrière de Monatte et Rosmer, n'a pu que grossir à la faveur de ces événements. C'est elle qui, au début de 1920, anime les grèves des chemins de fer qui se terminent par l'effondrement de la grande grève du mois de mai. C'est alors que la majorité reprend du poil de la bête. Elle espère bien régler son compte au congrès confédéral d'Orléans en septembre, mais les événements ont marché : désormais les problèmes posés par la constitution de la III^e Internationale et de l'Internationale syndicale rouge dominent les débats à l'intérieur de la C.G.T. Les partisans du ralliement à Moscou s'organisent en C.S.R. (Comités syndicalistes révolutionnaires). Au congrès d'Orléans, Jouhaux tente de dissocier la minorité en lançant un appel à ses anciens amis libertaires, mais trop compromis pendant la guerre, il ne peut se les concilier. Selon Labi, « seule une infime minorité se serait ralliée à l'Internationale si les majoritaires avaient consenti à redonner à la Confédération le caractère intangible d'une organisation de classe dressée contre ses ennemis capitalistes et disposée à contribuer, au moment opportun, à mettre bas le régime oppresseur ».

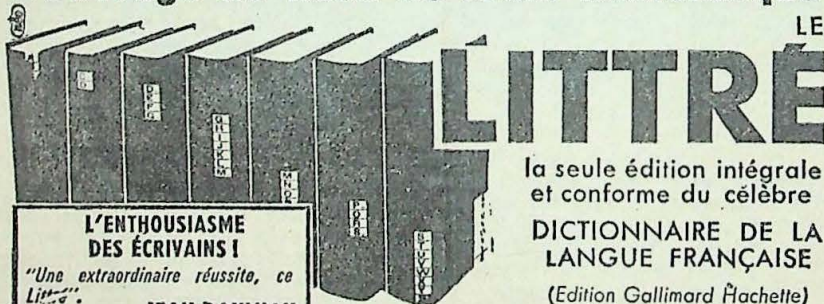
Hélas ! le sort en est jeté. « Deux clans hermétiques » vont s'affronter, « tels des adversaires de classe », jusqu'à la scission. Le congrès de Lille, réuni en juillet 1921 et marqué par des incidents violents, est à peu près coupé en deux. Dans la minorité, les communistes ou communistes font des concessions aux anarchistes.

Sa motion générale prévoit que la C.G.T. « peut adhérer à l'Internationale syndicale de Moscou », mais « à la condition expresse que ses statuts respectent l'autonomie du mouvement syndical ».

Quant à la majorité, elle condamne l'action fractionnelle de l'autre tendance en ces termes : « L'action des minorités peut s'exercer au sein de l'organisation, des assemblées régulières, des congrès. Elle ne peut être tolérée, lorsqu'elle prend un caractère d'opposition publique aux décisions régulièrement prises par les majorités. » On s'engage dans la voie des exclusions sans avoir l'autorité nécessaire pour laisser à celles-ci valeur d'exemples.

Au C.C.N. de septembre, Jouhaux tente un dernier effort pour stopper la marche à l'abîme : si les minoritaires acceptent de mettre un terme à la vie des C.S.R., « nous sommes, nous, capables de faire le sacrifice de nos humbles personnalités en démissionnant de nos fonctions, en rentrant dans le rang ». Les minoritaires refusent cette proposition. Un Bureau confédéral et une Commission admi-

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



LE
LITTRÉ
la seule édition intégrale et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA
LANGUE FRANÇAISE
(Edition Gallimard Flacette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !

« Une extraordinaire réussite, ce Littré ».

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française
« Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire ».

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française
« Un cadeau royal et précieux ».

FRANÇOIS MAURIAC

de l'Académie Française
« Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire ».

MARCEL JOUHANDEAU

« L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française ».

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

« Ce monument national » comme disait Pasteur, ce « trésor de notre langue » (Le Figaro), cette « bible de l'homme cultivé » (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée.

La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Education Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

- comptant à réception des volumes : 406 Fr.
- en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
- en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et sera en ce cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....

Adresse.....Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 1

nistrative homogènes sont constitués. Dans les derniers mois de 1921, les minoritaires, sous l'influence des éléments les plus proches de Moscou, s'orientent vers la dissolution des C.S.R. — avec l'arrière-pensée que cette concession leur permettra de conquérir la C.G.T. Mais il est trop tard. Les majoritaires, qui se sentent menacés, ne tiennent pas compte de cette disposition conciliante. De part et d'autre, on s'oriente vers « l'ultime épreuve ». Un congrès scissionniste réuni en décembre à Paris aboutit à la création de la C.G.T.-Unitaire. Il ne reste plus à Monatte qu'à abandonner La Vie Ouvrière à Monmousseau, prélude à la bolchevisation de la C.G.T.U.

Dans sa conclusion qui date de 1958, Maurice Labi souligne l'évolution survenue dans la pensée cégétiste de 1900 à 1920, les conceptions inspirées du marxisme se substituant à l'esprit quarante-huitard : « L'industrialisation, en bonne voie avant la Grande Guerre et intensifiée par celle-ci, transposait le champ de l'action ouvrière. De plus en plus, la rue faisait place à l'usine et la révolte populaire à la révolution industrielle. La primauté de l'économique, conquise sur le politique, retardait les grandes transformations en les rendant plus difficiles et plus profondes. »

Cette primauté de l'économique diffère de la notion léniniste selon laquelle « la politique est de l'économie concentrée ». Aussi bien Labi reprend contre les bolcheviks la critique des mencheviks : la Russie de 1917 n'était pas mûre pour la révolution. Mais s'il est vrai que le « sous-développement » de la Russie explique en partie la suite des événements, il

faut tout de même se demander pourquoi la révolution ne s'est pas étendue aux pays industriellement avancés, comme l'espéraient Lénine et Trotsky eux-mêmes.

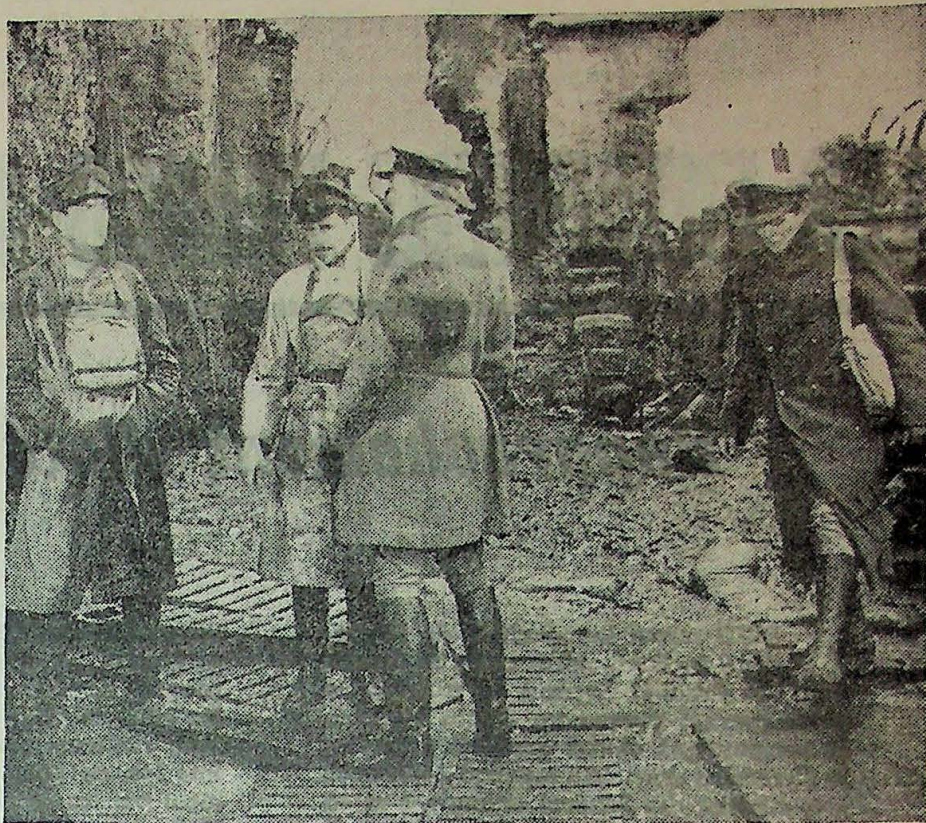
Si désastreuse qu'ait été la scission du mouvement ouvrier international — scission que Labi condamne en s'appuyant sur Rosa Luxembourg — elle n'explique pas tout.

Ce qui importe aujourd'hui, ce n'est plus tellement de savoir qui a eu tort ou raison en 1920, mais de définir un socialisme qui tienne compte de la dialectique de plus en plus complexe du politique et de l'économique dans les sociétés modernes. L'unité se fera autour de conceptions nouvelles, et non par une simple confrontation du vieux bolchevisme et de la vieille social-démocratie.

De même, l'unité syndicale ne se fera pas par un simple rapprochement entre la C.G.T. et F.O. Le syndicalisme ne peut se définir seulement de façon négative en proclamant la nécessité de son indépendance. Il ne se renouvellera et ne trouvera sa pleine efficacité que par l'adhésion à un socialisme garantissant son autonomie, mais lui permettant aussi de contribuer, aux côtés des partis, à la transformation de la société d'aujourd'hui.

Quelques réserves que l'on puisse faire sur les conclusions du livre de Maurice Labi, l'ouvrage apporte une précieuse contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français. Avec les travaux récents d'Annie Kriegel sur les origines du communisme en France, il éclaire le grand drame qui s'est noué dans les années qui ont suivi la première guerre mondiale.

M. C.



« POUR L'EXEMPLE » : la lâcheté, vue par Losey, n'est pas contagieuse.

THÉÂTRE

« L'étrange invitation »

Les enfants aiment se retrouver et se reconnaître dans des personnages qui revivent dans des spectacles conçus et réalisés pour eux spécialement. Lorsque je dis : conçus et spécialement réalisés pour eux, je ne veux pas dire qu'il faille être mièvre. L'enfant ne supporte pas la mièvrerie et s'en désintéresse. Il ne la supportait pas plus, d'ailleurs, il y a quelques années, comme certains veulent encore nous le faire croire ! Pour ma part, je la juyais. Je ne supportais pas davantage les leçons de moralité : « Attention, ne faites pas comme Louis... » ou bien : « Voyez, il faut être comme Pierre... », etc. L'enfant est subtil, psychologue, analyste. Il sait trouver et tirer les conséquences des faits qu'il vient de voir et d'entendre. Mais pour cela, toutefois, il faut que plusieurs conditions soient remplies : le sujet de la pièce doit avoir une apparence de vérité dans la façon dont il est traité. Je ne dis pas qu'il faut qu'il soit la réalité transposée, non, car l'enfant, quoi qu'on dise, est sensible au surnaturel autant qu'au quotidien si ce surnaturel n'est pas gratuit. Il faut aussi pour intéresser le jeune spectateur que la psychologie des personnages soit juste, que chacun soit typé et ait son caractère précis, que les agissements, les comportements des uns et des autres soient conformes à cela, qu'ils s'y rapportent et en soient la ou les conséquences logiques, car l'enfant, dans la plupart des cas, a un raisonnement juste, il sait voir et écouter, c'est un observateur constant, et il s'efforce toujours de comprendre ce qu'il a vu et entendu.

Les autres conditions ?... Les personnages doivent s'exprimer normalement, mais pas du tout dans un langage « petit garçon ou petite fille » ; la réalisation du spectacle doit être précise, juste, sans petitesse ; l'action où se déroulent les événements doit être seulement suggérée par des éléments décoratifs, des volumes, dans un cadre de tentures et non de toiles peintes qui annihilent toute vérité ; il faut, en effet, laisser à l'enfant une « grosse part » d'imagination, c'est indispensable à son esprit inventif.

Si toutes ces conditions réunies sont complétées par un jeu sincère et spontané des personnages, je veux dire s'ils sont vrais et non des pantins sans cœur et sans caractère, les enfants, tous les enfants qui sont toujours sincères, eux, entreront dans l'action. Ils y participeront aussitôt par leurs exclamations ou leurs silences, leurs cris ou leurs bravos encourageant les personnages dans lesquels ils se reconnaissent un peu et sifflant, huant ceux qui ne leur plaisent pas, les antipathiques, les méchants, les malhonnêtes...

Jeudi passé, j'ai trouvé toutes les qualités dont je viens de parler dans le spectacle pour enfants de « La Clairière ». Au milieu d'eux, je les ai vus, je les ai entendus. Dès le lever du rideau, L'Étrange Invitation fut

véritablement insolite. Un personnage à lunettes noires apporta avec lui « du mystère », un centre d'intérêt qui ne cessa d'augmenter, progressivement, lentement, mais sans faiblir, jusqu'à la chute finale. Tout au long, les moments joyeux, comiques, allèrent intelligemment avec les instants dramatiques ou de suspense.

Ce spectacle exalte l'amitié, l'entraide, la bonté, la franchise. Il ne dit rien de tout cela que l'on retrouve dans le comportement des personnages, dans l'action, dans leur jeu. Jamais « petits enfants modèles », ceux de L'Étrange Invitation (les deux garçons et la jeune fille) sont cependant des exemples.

Louis-C. Thomas, auteur de cette comédie d'après son roman ; Francis Boucrot, costumier-décorateur ; Jean Wiener, auteur de la musique ; Edouard de Bailliencourt, dessinateur des images projetées en intertableaux, et Miguel Demuynck, metteur en scène et infatigable animateur de « La Clairière », méritent qu'on les suive avec attention.

Depuis plusieurs années, Miguel Demuynck travaille pour les enfants. Il leur apporte des spectacles de qualité et véritablement pour eux.

Cette année, après ses expériences aux théâtres Récamier puis de l'Étoile, il poursuit sa courageuse entreprise à Bobino, avec tact, humilité et goût. Toute son équipe le suit fidèlement. Elle vit cette « étrange invitation ». Sur le même rythme, d'un même élan, les nombreux spectateurs de jeudi l'ont vécue avec elle.

Michel Duvernay.

Théâtre de La Clairière : tél. 222-23-59, et tous les jeudis à Bobino.

Erratum

Dans l'article Le dossier Oppenheimer, paru dans T.S. datée du 9 janvier (7^e ligne, col. 3), il faut lire : (Gérard Darrieu est excellent), est un militaire borné : il a vu une fois Oppenheimer, mais malgré cela il a été convaincu tout de suite qu'il était communiste.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 20 au 26 janvier

UNE FEMME MARIÉE

Les Fiancés

par Marcel Bisiaux

Sur un sujet assez banal — un garçon et une fille, tracassés sans trop le savoir par une certaine monotonie heureuse de la vie, se rencontrent ; en quelques jours, ils se brûlent l'un et l'autre complètement — Marcel Bisiaux a réussi à construire un ouvrage d'une touche originale.

Des phrases courtes, bien ciselées, un rythme plaisant, un langage clair et poétique : « Les Fiancés » (1), nous entraîne dans l'univers d'un couple à la recherche d'un chimérique bonheur. Ils vivent leur amour et nous font partager leur aventure où les mots ont une signification toute particulière.

Au passage, l'auteur lance quelques vérités cinglantes. D'un crayon rapide il décrit un monde factice où l'autosatisfaction est une règle générale.

« Dans un restaurant des bords de la Seine, Paul déjeunait avec des amis cinéastes et journalistes, bourrés des importances respectives qu'ils s'attribuaient, tranchants, définitifs, comédiens de leur vie, imprégnés de la fausse foi de leurs faux métiers. Depuis des années qu'ils parlaient, ils avait la même conversation. Un même rythme de plaisanteries répétées, de réflexions et de silences vénaux, un même rire parvenu, hypocrite et franc. Ils recréaient à chaque instant le monde, un monde réduit à leur petit monde, aux seules apparences de l'âme et de la pensée. »

Voilà un langage d'écrivain.

M. A.

(1) Editions Gallimard, 10 F.

CINÉMA

« Pour l'exemple »

de Joseph Losey

La guerre en 1917 ; c'est-à-dire la boucherie quotidienne retranchée derrière les chevaux de frise du Devoir, du Sacrifice, du Courage. Le soldat Hamp (Tom Courtenay) a eu peur au cours d'un assaut ; il s'est enfui. On l'a ramené parmi ses camarades. On le juge pour désertion.

Hamp, le Tommy, estime avoir des excuses : il se bat depuis trois ans ; c'est le seul survivant d'une compagnie formée en 1914 ; il a appris un jour que sa femme le trompait, en Angleterre ; ses nerfs ont craqué. Cet homme est une loque. Il sera condamné, cependant ; fusillé « pour l'exemple » ; le moral de la troupe n'ayant pas à souffrir des défaillances particulières à la veille d'un nouvel assaut...

« Pour l'exemple », on le voit, ne prétend pas évoquer les révoltes collectives qui agiteront certains corps d'armée au printemps 1917, et don-

nèrent des cauchemars à plus d'un chef d'état-major. Aucune commune mesure, non plus, avec la protestation indignée des « Sentiers de la Gloire » (film de Stanley Kubrick, interdit en France) ou la dénonciation claire de « A l'Ouest rien de nouveau » (Lewis Milestone). Losey s'est expliqué là-dessus : « Ce qui m'intéresse ce sont les gens : comment ils ont pu supporter de telles conditions, comment ils ont accepté de les endurer ». Au niveau de « Pour l'exemple », l'endurance est une lâcheté politique ; et cette lâcheté n'est pas passionnante : celle de Hamp ou de son défenseur, le capitaine Hargreaves (Dirk Bogarde) ; celle des juges guindés dans leurs articles de code ; celle des témoins déposant respectueusement au garde-à-vous ; celle des copains se saoulant sur leurs paillasses, en attendant la sentence.

Losey décrit des hommes emmurés dans le huis clos des barbelés, et s'enfonçant dans la boue, trébuchant dans le fumier des raisonnements misérables. Des hommes réduits à une existence de rats et de vers de terre ; promis à la mort ; déjà morts pour n'avoir pas su se révolter.

La lâcheté, vue par Losey, n'est pas contagieuse.

Jean-Jacques Vernon

Comité d'action du Spectacle

Le Comité d'action du Spectacle organise, mardi 26 janvier, à 20 h. 30, au Savoie, 179, boulevard Voltaire, Paris-XI^e (métro Charonne), une projection de Tu ne tueras point, de Claude Autant-Lara, avec la présence du réalisateur.

LES ENTRETIENS FRANCO-ALLEMANDS DE RAMBOUILLET

Rapprochement dicté par les circonstances

QUELS seront les résultats de l'entrevue de Rambouillet entre de Gaulle et Erhard? Lorsque ce numéro de notre journal parviendra à nos lecteurs, le communiqué officiel aura été publié et le chancelier aura déjà regagné Bonn avec son ministre des Affaires étrangères et sa suite. Il est cependant douteux qu'on soit renseigné avec beaucoup plus de précision à ce moment-là qu'aujourd'hui. Il y a peu de chances en effet que des décisions spectaculaires soient immédiatement prises en commun par les Français et les Allemands. Les commentateurs se rabattront sur les indiscrétions officieuses relatives au « climat » des conversations.

Les rapports entre la France gaulliste et l'Allemagne fédérale se sont incontestablement améliorés depuis quelques semaines. Ils ont été très tendus au cours de l'été et de l'automne. La conférence de presse du général de Gaulle, le 23 juillet, avait été très désagréable pour le gouvernement de Bonn: celui-ci était accusé d'infidélité à l'esprit d'Adenauer et du traité franco-allemand; il était en quelque sorte mis en demeure de choisir entre les Etats-Unis et la France. Puis deux problèmes avaient encore aggravé la situation: la force multilatérale (M.L.F.) et la fixation d'un prix commun des céréales à l'intérieur du Marché commun. La M.L.F. avait été dénoncée par M. Pompidou comme une entreprise provocatrice et comme une tentative germano-américaine pour isoler la France dans le bloc Atlantique. Quant au prix des céréales, il était présenté comme un test décisif de la bonne volonté de l'Allemagne pour la construction de l'Europe.

On sait ce qui s'est passé depuis. Les projets de M.L.F. ne sont peut-être pas définitivement enterrés. Mais les Américains, à la suite des élections britanniques et des initiatives de Harold Wilson, ont accepté de se montrer beaucoup moins pressés d'aboutir à une solution. Il ont en quelque sorte « laissé tomber » les Allemands qui, s'étant engagés à fond, en éprouvent quelque amertume. D'un autre côté, l'accord s'est réalisé le 19 décembre sur le prix des céréales, à la suite de concessions mutuelles sans doute, mais surtout allemandes.

Il en résulte qu'à Paris on s'est empressé de prendre acte avec satisfaction des deux événements et qu'on s'est remis à prodiguer les amabilités, tandis qu'à Bonn un sentiment d'isolement faisait éprouver le besoin de se rapprocher de Paris. D'où les déclarations faites ces derniers temps par le chancelier Erhard: « Je viens à ces conversations dans un esprit très ouvert... J'irai à la limite du possible pour parvenir à un accord... La rencontre de Rambouillet sera d'une importance vitale pour l'Europe. »

Il n'en a pas fallu davantage pour que toute une campagne de presse nous présente les journées franco-allemandes des 19 et 20 janvier à la fois comme une

amende honorable du chancelier allemand et comme un grand espoir de nouveaux progrès dans la construction de l'Europe. Du côté de l'Elysée, rien n'a été négligé pour renforcer ces sentiments. De Gaulle, une fois de plus, a su orchestrer l'événement par les détails de la mise en scène: choix du cadre de Rambouillet, durée des entretiens, conversations en tête à tête sans experts comme au bon temps où le partenaire était l'ami Konrad Adenauer... On a même laissé entendre, et pas seulement de ce côté-ci du Rhin, qu'Erhard irait jusqu'à sacrifier son ministre des Affaires étrangères, Schroeder, coupable d'antigaullisme impénitent et de pro-américanisme.

Toutes ces circonstances permettront d'affirmer sans mensonge que les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère chaleureuse et que le climat des relations franco-allemandes s'est profondément amélioré par rapport au mois de juillet 1964.

Mais y aura-t-il quelque chose de plus? Des décisions précises seront-elles prises les 19 et 20 janvier?

Il faut ici répondre avec prudence.

D'abord, on peut penser que de Gaulle hésitera à s'engager. Il a déjà éprouvé une déception qu'il n'a certainement pas oubliée. Lorsqu'il a signé son traité avec Adenauer, il a eu l'occasion de découvrir qu'il y a en Allemagne un parlement et que la politique internationale n'est pas, comme en France, du « domaine réservé » du chancelier. Le Bundestag n'a voté la ratification du traité qu'en lui ajoutant, sous la pression des social-démocrates, un préambule qui en transformait considérablement l'esprit et lui ôtait la signification que de Gaulle avait voulu lui donner. De plus, quelques mois après, Adenauer cédait la place à Erhard. Est-il sûr que celui-ci ne sera pas obligé, à son tour, car il y a des élections générales en septembre, d'abandonner le pouvoir à son concurrent socialiste Willy Brandt, dont le parti est peu « gaulliste »?

On dira surtout qu'une amélioration du « climat » ne suffit pas à faire disparaître les désaccords de fond. Ceux-ci portent sur la conception de la construction européenne.

Même s'il y a actuellement une légère tension entre l'Allemagne de l'Ouest et les Etats-Unis, il n'en reste pas moins que les liens entre les deux pays demeurent très forts et que les Allemands hésiteront beaucoup — c'est le moins qu'on puisse dire — à s'éloigner de Washington autant que le souhaite de Gaulle. Celui-ci, malgré la « force de frappe nationale », ne peut les persuader qu'il a autant de moyens que les Américains de garantir leur sécurité. Il n'est probablement pas plus disposé que le gouvernement américain à associer étroitement l'Allemagne au partage des secrets atomiques et des décisions sur l'emploi éventuel de ces armes. Enfin, il

ne peut guère s'engager, plus que ne le font les Américains actuellement, à appuyer les Allemands dans leurs démarches en vue de rouvrir les débats sur la réunification: s'il le faisait, il compromettrait du même coup les avances qu'il fait aux démocraties populaires et à la Russie. Bref, on ne voit pas bien quel prix il pourrait payer pour que Bonn se rallie sans réserves à ses thèses d'une « Europe européenne », c'est-à-dire orientée vers un abandon du pacte de l'Atlantique.

Verra-t-on au moins sortir des entretiens de Rambouillet une relance de la construction européenne?

Il n'est pas impossible qu'en ce domaine le tableau des conversations soit apparemment plus positif. Erhard, à cause des élections prochaines, a besoin d'un succès de prestige en politique extérieure. Il tirera argument auprès de de Gaulle des concessions allemandes sur le prix des céréales. Le projet de relance présenté par Bonn au mois de novembre, et qui avait pour objet l'établissement d'une politique commune des Six dans les domaines de la défense et de la diplomatie, n'est pas d'une grande hardiesse; on peut même soutenir qu'il n'est pas sensiblement différent de ce qu'on a appelé le plan Fouchet. Certes, les Allemands, comme les quatre autres partenaires de la France, gardent pour objectif final d'aboutir à certaines formes d'intégration et d'abandon de souveraineté nationale, à quoi de Gaulle ne consentira jamais. Les Allemands, comme les quatre autres partenaires de la France, se refusent à organiser cette Europe en dehors du pacte de l'Atlantique. Mais tous savent aussi que l'intégration politique et militaire ne pourra se réaliser qu'à la suite d'une évolution très lente et qu'elle exigera des délais beaucoup plus longs que l'intégration économique. Il n'est donc pas impossible que, pour sauver les apparences, on mette une sourdine aux désaccords lointains et qu'on s'entende à Rambouillet sur quelque formule de « relance de l'union politique européenne ».

Chacun des deux interlocuteurs aura intérêt à amplifier l'importance des décisions. De Gaulle voudra pouvoir dire qu'il a marqué un point en faisant marcher Erhard dans les pas d'Adenauer. Erhard sera satisfait s'il se présente aux Allemands comme l'homme qui a donné une nouvelle chance à la construction d'une communauté politique européenne.

En réalité, on y verra plus clair seulement après les entretiens Erhard-Wilson, puis après le voyage de Wilson aux Etats-Unis, et surtout après la tournée du président Johnson en Europe. En attendant, la conférence de presse que doit faire de Gaulle le 4 février nous permettra peut-être, malgré les formules ambiguës, d'apprécier la portée des entretiens de Rambouillet mieux que nous ne pourrions le faire d'après le communiqué final du 20 janvier.

Robert Verdier.